…e année. — N° 187. — 25 Novembre 1934. Prix : 2 francs.

La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

VOUS qui recevez cette Revue pour la première fois ! qui ne nous connaissez pas !

Reportez-vous à la 4me page de la couverture

ELLE VOUS INTERESSE TOUT PARTICULIEREMENT

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'Eau — PARIS (X[e])

Conditions d'abonnement
FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.

EXTERIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance :
à Pierre MONATTE, pour la rédaction ;
à CHARBIT, pour la Renaissance du Syndicalisme ;
à CHAMBELLAND, pour l'administration.
Tous trois : 54, *rue du Château-d'Eau, Paris*-10[e]

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Le lâchage de Doumergue

Il y a quelques mois, après avoir signalé avec quel ensemble parfait l'agitation de rue savamment entretenue par ces Messieurs de la Banque et des Forges, s'était soudainement arrêtée aussitôt acquise la « réforme fiscale » qui leur apportait entre autres la suppression de la carte d'identité (voir R. P. du 25 avril et du 10 juillet 1934) nous ajoutions :

Si, comme il semble, ces Messieurs de la Banque et des Forges veulent profiter de leurs premiers succès pour emporter la suppression du suffrage universel, ou tout au moins une nouvelle amputation de celui-ci, sous le charmant euphémisme de « réforme de l'Etat », attendons-nous à voir renaître le « fascisme », au moment précis où la nouvelle pilule sera à point pour être avalée.

Ça n'a pas manqué. L'« agitation » des « Croix de Feu » et autres « Jeunesses Patriotes » a repris pour accompagner la tentative de « réforme de l'Etat ». Mais elle a été infiniment moins vigoureuse qu'au 6 février et durant les mois qui suivirent, lorsqu'il s'agissait de la suppression de la carte d'identité fiscale ; elle a été surtout verbale.

C'est qu'un fait nouveau s'était produit : la moitié de l'Union bourgeoise, la moitié financière n'en tenait pas pour la réforme de l'Etat. Cela lui semblait sans doute une aventure trop pleine de périls.

Dès le premier discours de Doumergue où il fut question d'une révision de la Constitution, la presse financière, à mots couverts mais néanmoins très clairs, prit nettement parti contre. On insistait que l'œuvre urgente était le redressement économique *; les éloges au jésuite du Suez étaient mis en sourdine tandis qu'on se mettait à découvrir des mérites au Parlement. Et en Bourse, les Rentes baissaient chaque lendemain d'un discours où Doumergue avait parlé de la « réforme de l'Etat ».*

Une preuve a posteriori *de la répugnance de la Banque pour la révision de la Constitution fut d'ailleurs donnée par la démission des ministres radicaux, démission qui n'a pu se produire qu'avec la permission, sinon même sur la demande, de leur grand patron : la Banque de Paris.*

En outre — et ceci est plus curieux — l'autre moitié de l'Union bourgeoise, le Comité des Forges semble lui-même n'avoir soutenu que fort mollement Doumergue qui pourtant ne s'était certainement lancé que sur son ordre. Tandis en effet que le Temps, *le plus important organe du Comité, soutenait la révision — il ne pouvait décemment pas faire autrement —* l'Agence Economique et Financière, *dont le Comité des Forges n'a pas, que nous sachions, abandonné le contrôle, était la première à torpiller le projet par un article furibard du sénateur Régnier.*

La cause ? — Il est probable que la métallurgie, elle aussi, a trouvé que le jeu ne valait pas la chandelle. Pour avoir une véritable amputation du droit des électeurs, Schneider-Wendel auraient sans doute été prêts à se lancer dans la bataille ; mais, pour une simple amputation de l'indépendance des élus, ils ont sans doute estimé que ça ne valait pas la peine de rompre leur alliance avec la Banque, et ils ont proprement laissé tomber la vieille baudruche qu'ils avaient si soigneusement gonflée durant six mois.

La mort de la République

Et donc la vie parlementaire a pu reprendre son cours, tranquillement, au milieu des soupirs de soulagement de tous les parlementaires et « républicains », plus résolus que jamais à continuer leur vie de corruption et de platitude, sans principes, sans doctrines, sans programmes.

Car s'il est une chose dont cette crise aura fourni encore une démonstration éclatante, c'est que la République est bien « vidée », vidée complètement, incapable désormais de progresser, et par conséquent de résister. Jusqu'à présent, les « crises » par lesquelles la République avait passé, elle les avait surmontées de la seule manière dont on peut surmonter une crise, en allant au-delà ! *Les attaques contre la République avaient presque toujours été l'occasion pour celle-ci de devenir plus « républicaine ». L'attaque de Mac-Mahon au 16 mai, avait permis aux républicains de transformer ce qui n'était jusqu'alors qu'une République de nom en République de fait : l'aboutissement de la tentative de Mac-Mahon ce furent les lois sur l'enseignement primaire obligatoire, sur la liberté de la presse, sur les syndicats, la réforme du Sénat, l'élection des maires, etc... L'Affaire Dreyfus produisit la loi sur les Associations et Congrégations, la Séparation de l'Eglise et de l'Etat.*

Au contraire, le 6 février aboutit et n'aboutira à rien. *Aucune offensive républicaine, sur aucun terrain, de quelque nature que ce soit, ne point à l'horizon. Nombreux sont encore cependant les articles du programme républicain, du programme gambettiste de Belleville — je ne parle même pas du programme radical — qui sont encore à réaliser. On n'en a cure. On a sauvé le Sénat, on a sauvé ce qui d'après le programme républicain lui-même aurait dû être détruit !*

Il paraît que ça suffit ! « La République est sauvée ! » — Erreur, la République vient au contraire de faire la preuve qu'elle est morte.

En outre, pour bien montrer qu'on n'a plus peur des sursauts d'honnêteté de la conscience populaire, on accepte comme Président du Conseil, l'un des politiciens d'affaires les plus caractérisés, Flandin, l'homme de l'Aéropostale, et on acclame comme rapporteur général du budget, un financier professionnel, Baréty, de la Société Marseillaise !

Le cafouillage

Mais, dira-t-on, les questions « politiques » sont aujourd'hui tout à fait secondaires. Nous avons mieux à faire, nous républicains, qu'à faire des réformes républicaines — nous avons à mettre fin à la crise. L'économique prime la politique.

Constatons d'abord que, vraie ou fausse, une telle affirmation est en tous points contraire à la doctrine républicaine. Pour les républicains, la vérité fut toujours que si « les affaires ne marchaient pas », c'est que le régime politique était mauvais. Que l'Etat soit organisé et fonctionne selon de bons principes, disaient-ils, et, par voie de conséquence, l'économie marchera bien.

Mais admettons le contraire ! — Admettons que nos républicains ont maintenant raison de vouloir juguler le fascisme, non au moyen de réformes politiques, mais en mettant fin à la « crise ». Eh bien ! sur ce terrain, c'est pire encore ! C'est le domaine de la pleine confusion.

La grande question qui domine tout le débat, ici comme en tout autre pays, est celle de l'inflation, ou, plus exactement, de la dépréciation monétaire, seul remède efficace — bien que temporaire et dont nous avons souvent montré les « dangers » sociaux — aux dépressions de l'économie. Les trois grands pays qui l'ont successivement appliqué depuis le début de l'actuelle crise, Japon, Angleterre, Etats-Unis, en ont ressenti les heureux effets ; les pays qui ont au contraire conservé la même valeur à leur monnaie voient la crise continuer à empirer chez eux, alors qu'elle s'atténue dans le reste du monde.

Question capitale donc, si on juge que remédier à la crise est l'affaire capitale. Or sur ce point capital, que pensent les « républicains », quelle est leur doctrine, quelles sont leurs intentions ? Bien malin, si vous le savez, car ils ne le savent pas eux-mêmes ! Ils ne le savent pas, d'abord parce qu'ils n'y comprennent goutte ; ensuite parce qu'ils n'osent pas. Prendre parti sur une question comme celle-là, où la solution adoptée, quelle qu'elle soit, va nécessairement à l'encontre des intérêts d'une partie de la bourgeoisie, est au-dessus de leur courage. Ils se contentent donc de fuir le problème.

Il en est de même pour toutes les autres questions, chacun se contentant de réclamer des privilèges pour ce qui constitue le principal de son collège électoral, sans se préoccuper si ceux d'à côté pourront payer ces privilèges...

Des milliards ont déjà été versés par l'Etat aux agriculteurs sous différentes formes, pour leur permettre de vendre aux Français 110 et 130 fr. le quintal de blé qui vaut 20 fr. au dehors. On va leur verser encore des centaines de millions pour « assainir » le marché, c'est-à-dire leur acheter au prix fort du blé autrement invendable, sous prétexte qu'on pourra ainsi peut-être rétablir ensuite la « liberté du marché ».

Sur cette autre question capitale — et à plus longue échéance — du prix du blé, ou plus généralement du prix des produits agricoles, quelle est la doctrine des « républicains » ?

Estiment-ils que pour permettre à l'industrie française de vivre, il faut que les ouvriers puissent se nourrir à des conditions raisonnables, et pour cela ne pas payer leurs vivres à des prix triples, quadruples, quintuples des prix mondiaux, ce qui implique alors la disparition d'une partie de la paysannerie française, le retour à la forêt ou à la lande d'une part importante des terres actuellement cultivées ? — Ou bien estiment-ils au contraire que l'agriculture française doit, coûte que coûte, continuer à vivre telle qu'elle est aujourd'hui, ce qui implique la dégénérescence continue de l'industrie de ce pays ?

D'une manière générale, sur la question du protectionnisme et du contingentement, quelle est leur doctrine ? Estiment-ils qu'il convient, comme c'est le cas depuis nombre d'années, de tresser des couronnes oratoires à la « liberté » des échanges et du commerce extérieur, en même temps qu'on dresse, sans arrêt, de nouvelles barrières, toujours plus hautes, destinées à renfermer de plus en plus étroitement gens et produits à l'intérieur de leurs frontières respectives ?

Voilà les problèmes capitaux, les questions concrètes qui se posent aujourd'hui à l'économie bourgeoise française. Et ce n'est qu'aveu d'impuissance que de tenter de leur échapper par des variations oratoires sur les mérites respectifs de la liberté tout court, de la liberté «contrôlée» (sic), *de l'économie « dirigée », de l'économie « contrôlée », etc., etc... toutes ces fariboles dont l'imagination des inventeurs de mots nous fournit quotidiennement de nouveaux exemplaires.*

Dans le domaine de l'économie comme dans celui de la politique proprement dite, carence absolue d'idées républicaines.

Au Syndicat le pouvoir !

Ce n'est pas pour nous étonner.

Ce serait un enfantillage que s'en prendre à tels ou tels hommes. Nous avons essayé naguère de montrer par quel mécanisme le développement même de l'économie bourgeoise aboutissait maintenant à une économie toute contraire, et pourquoi, par voie de conséquence, le régime politique propre de la bourgeoisie, la république, avait perdu toute vertu. Ce n'est point le lieu d'y revenir. Les derniers événements nous en apportent simplement une nouvelle vérification.

Mais alors quelle conclusion en tirer, si ce n'est qu'il faut détruire l'économie bourgeoise elle-même ? Que le prolétariat, s'il veut sauver non seulement lui-même, mais la civilisation, ne peut compter que sur lui-même ; qu'il doit tirer de son propre fonds *l'institution d'un mode de production entièrement nouveau.*

Il faut briser les vieux cadres, il faut supprimer la classe vieillie qui, si on lui laisse continuer son agonie, ne pourra plus vivre que dans l'ordure du fascisme et de la dictature.

Destruction de la bourgeoisie ; suppression du capitalisme ; pas d'autre solution possible.

Et pour cela, tout le pouvoir aux travailleurs, le pouvoir au syndicat !

R. L.

Solidarité pour nos frères allemands

QUINZIÈME LISTE

Mlle Jouveshomme (P.-de-D.), 40 ; G. (Loire), 40 ; Nicolas (Paris), 5 ; Mlle G. T. (Creuse), 20 ; Delsol (Paris), 10 fr.

Total au 31 octobre	115 fr.
Total des listes précédentes	19.617 fr. 30
Total au 31 octobre 1934	19.732 fr. 30

Adresser la correspondance et les fonds à Delsol, syndicat du Gaz de banlieue, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10e). Chèque postal 1748.92.

Les grenouilles qui demandent un roi



« . . . Le monarque des Dieux leur envoie une grue
Qui les croque, qui les tue,
Qui les gobe à son plaisir . . . »

Parmi nos lettres

La «dictature» des traminots de Nice

Un camarade niçois complète ainsi notre article du dernier numéro :

Au sujet de la grève des Traminots de Nice, notre camarade Felce a dit les vertus du « Syndicat Un ». Qu'il nous permette d'ajouter deux détails.

Il ne suffit pas qu'une corporation soit « une » par l'organisation, il faut encore qu'elle soit « une » dans sa vie. Les dirigeants du Syndicat des tramways l'ont admirablement compris. Et afin que leur syndicat soit totalement « un », ils savent qu'il doit être une maison de verre — où la démocratie est souveraine. Un « critiqueur » prenait-il la parole à l'A. G. ? Tout simplement et bonnement, il était invité à entrer dans le Comité de Grève, à y apporter son point de vue, à s'y rendre compte du travail effectué, à y prendre ses responsabilités.

Les résultats de cette unité totale dépassent ce que beaucoup de travailleurs peuvent imaginer. La Compagnie n'a pas osé sortir ses cars avec des « jaunes ». Mais plus que cela, les transporteurs libres n'ont circulé qu'avec l'autorisation du Comité de grève — autorisation accordée contre le versement d'un pourcentage de 20 % sur les recettes!

Ainsi le Syndicat des Tramways est arrivé à ce triple résultat :

Tarir totalement les recettes de la compagnie ;

Garder toute la sympathie de la population ouvrière qui a besoin de moyens de transports ;

Garnir sa caisse de grève.

Tout cela malgré les criailleries réactionnaires sur la « Dictature du Syndicat des T.N.L. ».

A propos de l'affaire Serge

La *R. P.* a publié, le 10 octobre, un article du camarade Jacques Mesnil, à propos de l'affaire Victor Serge, qui contenait sur Losovsky des appréciations de caractère personnel qui ne peuvent être partagées par la plupart d'entre nous. Nous avons reçu à ce sujet une lettre de notre ami Godonnèche qui fut, comme chacun sait, un des délégués français au premier congrès de l'I.S.R., précisément évoqué par Mesnil :

Je suis de ceux qui défendent Victor Serge chaque fois qu'ils en ont l'occasion. Mais je pense que les « arguments » in fine du papier de Jacques Mesnil ne sont pas dignes de la R. P.

Mesnil évoque le premier congrès de l'I.S.R. tenu en 1921 à Moscou. Parmi la délégation française, il y en avait qui, comme moi, pêchaient par excès de confiance et d'autres qui étaient partis là-bas pleins de préventions en adversaires même, uniquement pour prendre parti sur place, quels que soient les résultats de leur enquête, en faveur des anarchistes russes « victimes » de la répression bolchevique. C'est tellement vrai qu'il nous fut donné, au cours du congrès de l'I.S.R. d'enregistrer des propos comme celui-ci : « Leur congrès, on le sabotera ; on est du reste venu pour ça ». Une seule question intéressait la partie de la délégation dirigée par Michel : les sévices ou soi-disant sévices subis par les anarchistes. Toute leur activité consistait en démarches pour faire relâcher les emprisonnés.

C'est pour essayer de dissiper le malaise qui pesait sur le congrès que Boukharine, à l'une de ses dernières séances, vint faire un exposé, au nom du Comité central du parti communiste russe, sur la situation des anarchistes russes. Ce fut l'unique séance de tout le congrès où la délégation française fut au complet. Au fur et à mesure de l'exposé de Boukharine — qui ne fut pas long — Michel traduisait à Sirolle et autres qui l'entouraient et des cris de protestation partaient de leur coin. Boukharine avait à peine terminé que Sirolle demandait la parole. Losovsky consulta le congrès et la parole fut donnée à Sirolle immédiatement. L'intervention de Boukharine dans le compte rendu du congrès tient deux colonnes et demie, celle de Sirolle en tient trois. Je ne vois pas en quoi, dans cette affaire, Losovsky « tenta de fermer la bouche aux syndicalistes étrangers ». Nous avons certainement à lui reprocher bien des choses mais pas celle-là.

L'intervention de Boukharine s'expliquait, était même nécessaire, du fait de l'agitation menée autour du congrès par les anarchistes russes et la fraction de notre délégation. Il est à souligner du reste que Sirolle, dans sa « réplique » s'efforça de désolidariser ceux qu'il défendait de Makno et de ses bandes, dont Boukharine avait donné une liste d'exploits impressionnante.

J'aurais certes encore beaucoup à dire sur les responsabilités de ceux qui nous accueillaient à Moscou, sur l'état des esprits au sein des délégations. Les uns se laissaient peut-être trop chambrer par les officiels ; les autres par les opposants, et le jugement des uns et des autres sur les choses et sur les hommes en était forcément faussé.

Passons sur l'auto de Losovsky. Elle était à la disposition de tous ceux qui travaillaient à l'I.S.R. Je l'ai utilisée deux ou trois fois pour les besoins du travail dont on m'avait chargé. Je ne pense pas que Dridzo se soit jamais donné en spectacle avec des femmes au chauffeur qui le conduisait.

Quant à la partie de l'entretien avec les délégués de l'enseignement, elle me rappelle assez les propos du même concernant Voline quand il me disait : « J'aime beaucoup Voline ; la preuve c'est que j'ai recueilli chez moi sa femme et ses enfants. Mais j'aime mieux le savoir en prison que dehors, il risquerait de se faire tuer à quelque coin de rue ». Voline, quand je l'ai vu m'a confirmé le fait de l'hospitalité donnée à sa famille par Dridzo, pendant que les anarchistes français demandaient sa libération. Lénine quand, dans une démarche personnelle, je lui demandais l'élargissement de Voline et de ceux qui, comme lui, n'avaient fait que magnifier, sans y participer, les exploits de Makno, me tint un langage analogue, mais voulut bien enfin reconnaître l'intérêt politique qu'il y avait pour nous à leur libération. Et Voline et quelques autres furent libérés.

Conclusion : il faut continuer, accentuer même la campagne pour Serge, le faire de telle façon que chacun comprenne l'intérêt politique qu'il y a pour eux à le relâcher. Les injures à Dridzo et à d'autres ne servent à rien.

Les travailleurs français de Tunisie et le tiers colonial

Au sujet de l'article de Busseuil paru dans la *R. P.* du 10 octobre, le camarade Bivona, des cheminots de Tunisie, écrit :

Dans son article « Une passivité qui est une complicité », *si le camarade Busseuil se montre sévère envers la C.G.T. — et il faut reconnaître que les événements tunisiens, pourtant très graves, ont laissé presque indifférents les membres influents du bureau confédéral, ainsi d'ailleurs que les militants et les syndicats métropolitains, y compris, bien entendu, les unitaires de Paris et de la province, il est injuste quand il écrit, à propos du tiers colonial* « qu'il est considéré par nos camarades syndiqués français comme un dû et une chasse gardée ».

Qu'il y ait en Tunisie et dans notre mouvement ouvrier des syndiqués qui font de cette fameuse prime, objet de tant de récriminations, une question de race, considérant ainsi que leur seule qualité de français leur confère des droits qu'ils ne voudraient pas voir étendre aux autres catégories de travailleurs, c'est incontestable et je vous assure que nous sommes plus d'un à le regretter profondément. Mais de là à généraliser et à faire croire à nos camarades de France, pour la plupart ignorants des choses coloniales, que les syndiqués français de Tunisie ne comprennent le syndicalisme que dans la mesure où ils en bénéficient personnellement, sans se soucier de leurs camarades arabes et étrangers, c'est un peu trop simple et énoncer là une contre-vérité !

Toute la question est de savoir dans quelles proportions sont les uns et les autres. Espérons — sans en être trop convaincus — que le camarade Bivona a raison d'être optimiste à cet égard.

La situation à Verviers

D'une lettre de Verviers, détachons ces quelques lignes, qui feront saisir l'étendue de la défaite subie par les ouvriers de la laine :

Nos affaires vont plutôt mal. Division complète de la classe ouvrière. L'activité des syndicats est complètement nulle et les Fédérations se bornent à assurer les services sociaux. Tous les administrateurs de la Fédération Libre du Peigné sont congédiés et constituent, par conséquent, l'armée des premières victimes. La déroute est complète et l'avenir me semble très nuageux.

Croatie et Serbie

A propos de l'article sur la Croatie paru dans notre dernier numéro, Mesnil écrit :

L'article de Djoukitch sur « la Croatie et l'indépendance » est intéressant, mais il est passablement imprégné de nationalisme serbe, d'où des affirmations absolues, en contradiction avec les faits. Ainsi Djoukitch écrit : « à part la Slovénie, toute la Yougoslavie actuelle parle et écrit la même langue ». *Or c'est l'expression d'un vœu plutôt que d'une réalité. Le Dr Schamelhout (qui n'est pas suspect de partialité, n'étant pas balkanique et n'ayant pas d'attaches dans les Balkans) écrit dans son ouvrage si bien documenté sur* Les Peuples d'Europe et la lutte des Nationalités, *publié récemment en Hollande, (tome III p. 292) ; je traduis :*

« Serbo-croate est le mot que exprime la tendance à l'unité, mais il n'est pas encore le signe de sa réalisation complète qui ne s'est pas faite malgré les efforts de Vouk Karadjitch (1787-1864) et de Ljoudevit Gaj (1809-1872). »

Plus grave encore est l'attitude vraiment hostile de Djoukitch à l'égard des Croates qui, à l'en croire, n'auraient jamais lutté pour former un Etat libre. Or, je cite le même auteur (III, 328) :

« Lorsque les peuples de la Monarchie (autrichienne) s'agitèrent en 1848, Gaj invita l'empereur à reconnaître l'indépendance de la Croatie ».

Les Croates venaient de remplacer le latin par le Croate comme langue administrative (23 octobre 1847) et de réclamer la réunion de la Croatie, de la Slavonie et de la Dalmatie en un royaume tripartite. S'ils n'ont pas soutenu les révolutionnaires hongrois contre l'Autriche, c'est que les Hongrois surtout (bien plus que les Autrichiens) avaient été leurs maîtres et leurs oppresseurs au cours des siècles.

Nous croyons tous assurément, comme le camarade Djoukitch, que « seule la fédération balkanique des républiques socialistes pourrait mettre de l'ordre dans les Balkans ». *Mais si* « ce n'est pas par l'indépendance de la Croatie qu'on y ira », *c'est encore moins en se laissant aller aux passions nationalistes locales.*

Un second article de Djoukitch, que nous publierons prochainement, explication en quelque sorte du précédent, donnera satisfaction, pensons-nous, à Mesnil, ainsi qu'aux camarades qui auraient eu la même impression que lui.

La mort de Rome et les Origines de la Féodalité

(Suite)

III

QUEL EST LE CIMENT DES EMPIRES ANTIQUES ?

L'économie antique est une économie *domestique*. Dans l'antiquité on produit pour consommer et non pas pour vendre. La grande ferme, la « villa », est autant centre de consommation que centre de production — et aussi bien au point de vue « industriel », ou plutôt fabricateur, qu'au point de vue agricole. Pour l'essentiel, pour les denrées alimentaires et le vêtement, la production est cantonnée dans les limites de la villa. Quant à la production urbaine, elle se contente de produire de menus objets pour la maison. La production romaine est un phénomène strictement limité. Ce n'est pas en elle qu'on pourra chercher *l'élément qui cimente un empire*. Le textile anglais, premier au monde, a fait l'empire et l'emprise britanniques sur le monde. Mais la ferme romaine n'a pas fait l'empire de Rome.

Le capitalisme échangeur

A défaut du capital industriel qui n'existait pas, comme le remarque souvent Marx, peut-on chercher l'élément cimentant de l'empire antique dans le capital commercial ?

Ce capital existait, c'est un fait. Mais, remarquons-le, le « commerce » de l'antiquité n'est pas exactement l'activité que nous désignons aujourd'hui de ce nom. Du moment que la production et la consommation étaient domestiques, la matière du commerce n'était pas des « produits », des objets de consommation, n'était rien de ce dont s'occupent aujourd'hui nos Bourses du Commerce. On n'échangeait pas des « matières pondéreuses », comme le remarque Gautier. Non, la matière du commerce, dans l'antiquité, c'était surtout des objets de peu de poids, mais chers : or, ambre, bijoux, ivoires, objets d'art, etc... Des objets de peu de poids et chers, qu'est-ce, sinon des signes de richesse, l'analogue de nos « valeurs » pour parler le jargon financier d'aujourd'hui ?

Ainsi, l'activité « commerciale » de l'antiquité, loin de correspondre exactement à ce que nous appelons aujourd'hui de ce nom s'apparente à notre activité financière. L'objet du commerce antique, c'est un peu le même que celui de la Bourse des Valeurs Mobilières. Et Gautier a bien raison de signaler la disproportion qu'il y a entre le minuscule port de l'Afrique romaine à Césarée (Cherchell) et l'immense port de cette même Afrique devenue l'Algérie capitaliste, Alger. Il y a entre les deux la même différence qu'entre un coffre du Crédit Lyonnais et un entrepôt pour vins de la Mitidja.

Le pouvoir « impérialiste » du capitalisme financier est bien connu. Ayant donc précisé la nature plus financière que commerciale du « commerce » antique, nous sommes autorisés à voir en ce *capitalisme échangeur* l'élément cimentant des empires antiques (1).

Caractère côtier des empires antiques

Je dis bien *des* empires. Et non du seul empire romain. Car, remarquons-le, il y a eu des empires avant Rome, au moins deux : le Crétois et le Grec. Ces deux empires existent précisément là où le capitalisme échangeur peut prendre naissance, en la région où, *géographiquement*, les échanges sont possibles dès les balbutiements de la navigation. Reportez-vous à la délicieuse *Géographie Economique* d'Horrabin, regardez les cartes du troisième chapitre. Vous voyez dans l'est de la Méditerranée une poussière d'îles, des côtes partout : dans une mer pratiquement sans tempêtes, des côtes en telle profusion que le navigateur peut ne jamais perdre la terre de vue. Dès l'aurore de l'histoire, dès l'époque où les échanges sont possibles, des esquifs chargés de richesses cabotent d'île en île à travers l'Egée. Et, dès le début, cet est méditerranéen est uni, est un empire. Empire crétois d'abord, qui s'étend sur l'Asie mineure et les côtes grecques, puis empire grec. Lorsque Rome vient abattre sa lourde patte sur la région, l'unification est si parfaite que tout parle grec, de Sébastopol à Alexandrie, de l'Adriatique aux déserts d'Asie.

Aussi, Rome ne fait pas autre chose qu'installer ses gendarmes. Comme en bien d'autres régions, son rôle est extrêmement superficiel. On parle de son « génie impérial ». Mais ce n'est certes pas lui qui a fait une unification faite depuis vingt siècles... et qui lui survivra presque aussi longtemps.

Je dis bien. Que voyons-nous, en effet, à partir du VIe siècle après J.-C., après la mort de Rome ? Toute la partie occidentale de l'Empire romain est anéantie, mais toute la partie orientale, l'ancien empire grec, subsiste unifiée, sous le nom

(1) Nous le sommes d'autant plus que, l'on a beau chercher, on n'en trouve pas un autre.

d'Empire romain d'Orient (2) (Horrabin, page 39). C'est que les îles n'ont pas changé de place ! On continue à pouvoir échanger des richesses de côte à côte. La permanence de la possibilité économique de l'empire entraîne sa permanence de fait. Et elle l'entraîne pendant une durée qui vraiment étonne, dès qu'on y réfléchit. L'Empire de Byzance dure jusqu'en 1453, soit une dizaine de siècles...

Et ce n'est pas tout, car il ne meurt que de nom (on continue à pouvoir naviguer entre les côtes !). « Byzance » morte, l'empire repart pour un nouveau bail de cinq siècles, sous le nom d'Empire Ottoman. Ce n'est qu'au XIXe siècle qu'on assiste à la désagrégation, à la balkanisation de l'empire ottoman, quinze siècles après la désagrégation et la pulvérisation de l'empire occidental. (Au XIXe siècle la technique a changé et les empires ont besoin d'un autre ciment que la possibilité de transporter, par galères, des cargaisons financières).

Ce qui meurt, c'est l'empire continental

Mais quoi ? Et l'Empire d'Occident ? Est-ce qu'il ne pouvait pas, lui aussi, procéder à des échanges de richesses financières ?

Je vous entends vous-mêmes formuler la réponse. Il ne le pouvait que mal. Le grand moyen de communication lointaine dans le monde antique, c'est la navigation. Or, voyez la carte 12 de l'ouvrage d'Horrabin, l'empire d'occident est composé de masses continentales. De la Rhénanie aux Pyrénées, il y a plusieurs centaines de kilomètres, distance continentale formidable pour l'époque. De même, la basse Germanie, les territoires au nord du Danube, autant de régions continentales, autant de régions que l'on ne peut pas parcourir facilement, autant de régions dont l'unification croulera aussi bien qu'en occident proprement dit.

Car la longitude ne fait rien à l'affaire ! Et ce n'est pas tant l'empire *occidental* qui a croulé que l'empire *continental*.

Pas de charroi

D'accord, mais pourquoi cela ? Certes, les communications étaient beaucoup plus difficiles dans l'empire continental que dans l'empire insulaire, mais elles n'étaient pas impossibles. Les Romains ont construit tant de routes ! Pourquoi ne les utilisait-on pas ?

M. Gautier fait une réponse très satisfaisante. Il met à profit la belle découverte de M. Lefebvre des Noëttes, dont la *R. P.* a rendu compte. Le monde antique avait à sa disposition le cheval domestique, merveilleux élément moteur, mais il ne savait pas l'utiliser. Les anciens ne savaient pas atteler les chevaux. N'ayant pas découvert, comme devait le faire le Moyen-Age, qu'il faut faire tirer le cheval par le poitrail, ils l'attelaient par le *cou*, de sorte que la trachée de l'animal était comprimée à l'effort. Les deux tiers de la force de l'animal étaient ainsi inutilisables. De plus, les Anciens n'avaient pas découvert que l'on peut atteler les bêtes en file. Ils ne les attelaient que de front. (Se rappeler les images : le « quadrige », quatre gros chevaux attelés de front devant un char minuscule — système horriblement incommode et dangereux, alors qu'il eût été si simple de faire deux rangs de deux, ou une seule paire attelée rationnellement !). On ne peut pas augmenter beaucoup le nombre des bêtes attelées de front, quatre sur piste de cirque et deux sur route paraissent un maximum, si bien que les Anciens étaient tout à fait incapables d'employer le cheval pour la traction de poids de quelque importance.

Surtout avec le système de routes qu'avaient les Romains, avec les pentes qu'elles avaient ! C'est là un point que M. Gautier ne signale pas, mais qui, je crois, est révélateur. Les Romains semblent ne pas avoir eu le souci des ingénieurs modernes de garder à leurs routes une *pente* raisonnable, de ne pas dépasser certaines limites d'inclinaison compatibles avec la traction de véhicules. Je ne dirai pas toujours (parce que je n'en sais rien) mais bien souvent la route romaine ne montre aucun souci de la pente. En Auvergne, près de la chaîne des Puys, dans une région de vallonnements, la route romaine est parfaitement reconnaissable. En certain point même elle passe sur un ponceau bien conservé que l'on dit authentiquement romain. Eh bien, cette voie romaine est toute droite, tirée au cordeau, extrêmement agréable pour les touristes pédestres, qui se moquent des montées et des descentes un peu raides et à qui elle évite les multiples contours de la route moderne carrossable. De telles routes ne sont évidemment pas faites pour des véhicules, pour le charroi commercial. Ce sont des routes pour fantassins et pour cavaliers, des routes pour gendarmes et pour personnages administratifs ; des routes politiques, des routes fiscales, non des routes économiques.

Or c'est là un immense défaut. La route politique est un facteur d'unification, certes. Mais elle ne l'est de façon solide que si elle repose sur une base solide, si elle répond à un besoin économique. Jules César n'a pas, en occident, bâti sur cette base solide. Ses belles routes n'avaient pour base que son imagination politique. (N'avez-vous jamais remarqué qu'il y en César quelque chose de Mussolini ?) Ce qu'elles unissaient s'est bien vite éparpillé (3).

---

(2) Drôle d'empire « romain » dont les limites passent très loin de Rome et où n il ne parle latin !

L'absurdité de ce qualificatif conservateur finit par se matérialiser dans la révolte de l'appareil administratif (le clergé, à l'époque). Ce fut le schisme, *la répudiation du pape de Rome*, la constitution de l'église grecque.

(3) A intervalles irréguliers, Léon Daudet s'extasie sur la prodigieuse intuition politique dont Jules César aurait fait preuve en décidant la campagne des Gaules. C'est elle qui aurait fait la France ! Cette affirmation solennelle pour crétinoïdes béats ne résiste pas à l'examen. 1° Il est peu probable que César ait été en Gaule *pour la Gaule*, pas plus que les aviateurs ne mitraillent les marocains pour la grandeur du Maroc ; 2° on pourrait retourner le compliment à toute la série de barbares à qui, bien plus qu'à Rome, nous devons notre sang ; sans eux non plus, la France ne serait pas ce qu'elle est ; 3° s'il s'agit du fameux « esprit latin », les Gaulois au lieu de le recevoir à domicile dans les chausses des légionnaires, seraient allés le chercher à Rome, la décadence les y eût irrésistiblement attirés. Ensuite, ce fameux esprit juridique, du moment qu'il constituait un progrès sur les droits coutumiers, il se fût répandu spontanément et surtout par l'intermédiaire de l'église naissante. Voyez les régions scandinaves, n'étaient-elles pas absolument en dehors de l'orbe romain ? Eh bien, de même que les nôtres, les étudiants scandinaves, pour mieux pénétrer leur droit moderne, commencent par étudier le droit romain. Et les gens de Germanie ? Eux, au XVIe siècle, ils ont poussé

Mais ne quittons pas si vite ce sujet des routes. Ces belles routes dallées, comme dit M. Gautier, nous nous extasions sur leur état de conservation. Mais c'est justement la preuve qu'il n'y passait pas de charroi ! Si elles avaient été le moyen et le lieu d'une circulation effective de véhicules, elles seraient usées. C'est l'évidence ! Les Romains n'avaient aucun secret magique pour renforcer la dureté des pierres. Et au cœur des grandes villes, là où forcément il y avait quelques véhicules, les dalles sont usées. Dans les ruines de Timgad, sur l'une des grandes voies qui mènent à l'Arc de Triomphe, il y a de chaque côté de la route de véritables rails formés par l'usure des roues. Rien de semblable sur les dalles de campagne. La cause est entendue !

L'empire d'Occident subsiste... là où il n'est pas continental

Cependant, si continental que soit un pays, il n'est pas continental partout, il n'est pas continental sur ses rives !... Et le sort des parties méditerranéennes de l'Empire continental est différent de celui des parties continentales proprement dites de cet empire.

Il est différent avant et après.

Ces rives méditerranéennes occidentales comprennent la côte nord-africaine, la côte d'Espagne, celle de Provence et les îles : Baléares, Corse et Sardaigne, Sicile. Eh bien, presque toutes ces terres sont unifiées bien avant l'empire continental et leur unification persiste après l'écroulement de cet empire. *Avant*, plus de 1000 ans avant, c'est l'unification par les Phéniciens de Carthage et de Tyr (Horrabin p. 34). *Après*, c'est l'unification par Genséric, puis par les Byzantins, puis par les Arabes, lesquels occupent exactement les mêmes côtes et les mêmes îles que leurs prédécesseurs d'il y a 2000 ans ! Et ça dure jusqu'à la fin du Moyen-Age. C'est que toutes les côtes et îles de l'Ouest méditerranéen forment un tout dont la navigation à voile et à rames est le lien. Syriens, Romains, Vandales, Arabes; païens, chrétiens, ariens, musulmans, quelle salade hétéroclite et contradictoire ! Mais sous la cacophonie sentimentale et philosophique, les nécessités économiques parlent toujours de la même façon. La langue qu'elles parlent est celle du navire de petit tonnage, à voilure imparfaite et sans gouvernail d'étambot.

IV

UTOPIE

Vous dites peut-être, ô gens de bon sens et de bonne santé : « Eh bien, puisque l'unification du monde antique était une erreur, puisque ce monde devait s'écrouler, il était condamné. Pourquoi ratiociner ? Il n'y a qu'à faire la croix dessus et n'en plus parler. »

Hélas, gens de bon sens et de bonne santé, on n'a pas fréquenté Marx et son *extraordinaire* optimisme à données pessimistes (4) pour pouvoir se contenter de cette attitude de résignation mécaniste. On ne peut pas ne pas dire : « tout de même... si l'élément *social* avait été différent... » Et l'on construit une utopie.

Tout de même...

Qu'était l'empire continental ? Rien par lui-même, évidemment. Mais il était la *frontière* de l'empire vivant, de l'empire commerçant.Or, toute l'histoire le montre — et vous vous en apercevrez bientôt, ô français — malgré les meilleures fortifications du monde, une frontière ne vaut que par l'armée qui l'occupe. Et qu'est-ce que l'armée? Une force tombée du ciel ou du désir du gouvernement ? Une force que le gouvernement seul augmente ou diminue selon son caprice, une force *indépendante* de la société ? Non, dans tous les pays du monde et sous tous les régimes, l'armée, *bras de la classe dirigeante*, est intimement liée à la classe dirigeante. Elle est forte quand la classe dirigeante est forte, et inversement, c'est la classe dirigeante qui fait la force de l'armée et non l'armée qui fait la force de la classe dirigeante. Plus simplement, l'armée est le signe de la force de la classe dirigeante.

Or, après le IIe siècle, il n'y a plus dans l'Empire de classe dirigeante. Il n'y a plus qu'un appareil bureaucratique de plus en plus stéréotypé, tyrannique, ankylosé et ankylosant. Il n'y a donc plus d'armée. Et c'est la fin de l'empire-frontière.

Mais s'il y avait eu une classe dirigeante !... si, au lieu d'une caste fasciste essayant de tenir la balance entre une aristocratie orgueilleuse et persécutée d'une part, une plèbe méprisée et exploiteuse (5) d'autre part, si au lieu de cet invraisemblable régime il y avait eu un vrai gouvernement... si, au lieu de sombrer dans le fascisme, la république patricienne avait été renversée par la république plébéienne... quel ordre à Rome ! et quelle force aux frontières !

Et cette force n'eût pas servi qu'à prolonger l'agonie... En effet, de quoi meurt l'empire ? D'être *en avance* sur la technique, nous l'avons vu. Mais si la technique rattrape son retard, l'agonie s'arrêtera ! C'est impossible dans l'empire césarien. L'aristocratie est dans ses villas, boude, tremble et n'est bonne à rien. La classe ouvrière a fini depuis longtemps d'être ouvrière. Elle passe son temps aux courses. La clique bureaucratique, elle, que voulez-vous qu'elle fasse ? Ce n'est pas elle qui peut créer. Elle ne sait que « réglementer ». Elle règlemente donc et codifie à tour de bras et, tout naturellement, devient de plus en plus oppressive pour les gens de plus en plus méprisés qui travaillent encore. Les travailleurs arrivent à être enchaînés, sous peine de mort, à leur métier et à la terre — et la tendance est grande de les remplacer de plus en plus par des prisonniers de droit commun ou politique (6)... Imaginez donc la technique progressant dans ces conditions ?

---

la latinolâtrie jusqu'à latiniser leurs patronymes. C'est comme ça que vous avez des Curtius, Erasmus, Claudius, Trinius, etc...

Non, la conquête des Gaules, la frontière du Rhin, était sans doute une bonne chose du point de vue militaire, le seul qui intéressait César. Du point de vue de la viabilité politique, c'était non seulement un manque d'intuition, mais une erreur caractérisée.

(4) Thèse essentielle du Manifeste : La lutte des classes est la loi des sociétés humaines ; on va donc en mettre un bon coup ; et il n'y aura plus de lutte de classes dans la société.

(5) Exploiteuse, puisque vivant sans produire.

(6) Comme, de nos jours, en Russie soviétique, à Madagascar, etc...

Mais sortez de ces conditions invraisemblables. Envoyez au vent les derniers débris de l'aristocratie. A la place de la sclérose bureaucratique, mettez-moi une classe dirigeante nombreuse, jeune et populaire. Mettez-moi le peuple au travail et non plus aux courses... Est-ce que la technique va continuer à rester stationnaire ? Est-ce que les siècles vont s'écouler absolument creux, séniles, comme ils ont fait ? C'est invraisemblable... Les conditions sociales réalisées, la vraisemblance est que la technique aurait progressé comme à toutes les belles époques et que, sans passer par la rude phase de la féodalité, on aurait vu naître et l'*attelage* rationnel, genre de diligence, facteur d'unité territoriale, et le *moulin*, germe de la manufacture, et la *forge à martinet*, germe de la métallurgie, tout ce qui a permis la « Renaissance ».

Un gaspillage de plusieurs siècles eût été évité.

(*à suivre*). J. PÉRA.

CORRESPONDANCE

A la suite du compte-rendu que j'ai fait ici du livre : *la Grande Révolution qui vient*, j'ai reçu de l'auteur le poulet que voici :

4 novembre 34.

Monsieur,

Vous voulez l'avis de M. Duboin sur la critique (?) que vous venez de faire de son livre ? La voici :

Il pense qu'il est difficile de mieux torturer les textes, mieux dénaturer la pensée, apporter plus de perfidie et de petitesse d'esprit dans l'analyse d'une thèse. Vous avez démontré que la pédanterie du cuistre n'est pas le privilège du borgeois !

Vous m'avez donné le rare spectacle des contorsions grotesques que ferait un bénédictin défroqué qui voudrait faire subir, à une mouche, les tout derniers outrages.

Je vous adresserais bien un autre livre si je ne craignais un renouvellement d'efforts qui finiraient par nuire à votre petite santé.

En vous dispensant de publier ma lettre, je vous adresse le salut d'un lecteur que vous avez prodigieusement diverti.

Jacques DUBOIN.

Ce à quoi j'ai répondu :

8 novembre 34.

Monsieur,

Je reçois votre lettre. Bien que vous me dispensiez de la publier, nous nous serions cependant empressés de le faire, si ce genre de littérature n'était, aussi rigoureusement que possible, exclu de notre revue.

Mais si vous voulez bien indiquer ceux de vos textes que j'ai « torturés », ou en quoi j'ai « dénaturé » votre pensée, soyez certain que nous en ferons part immédiatement à nos lecteurs.

Avec tous mes regrets pour la crise que je vous ai involontairement occasionnée, veuillez agréer, Monsieur, mes salutations.

R. LOUZON.

Cette lettre est restée sans réponse. Nos lecteurs ignoreront donc sans doute toujours comment je torture les textes, dénature la pensée et... viole les mouches.

Mais ne croyez-vous pas que pour écrire une telle lettre, et pour ensuite se dégonfler pareillement, il faille être terriblement tapé ?

R. L.

A LA FÉDÉRATION DES MINEURS

Les compromissions électorales de Bard

Après mon article sur les compromissions électorales de Bard (*R. P.* du 25 octobre), j'ai reçu de Kléber Legay, président du Syndicat des Mineurs du Nord et secrétaire adjoint de la Fédération confédérée du Sous-sol, une lettre dans laquelle notre camarade déclare qu'il désapprouve l'attitude de son collègue et qu'il estime que les militants placés à la direction de la Fédération des mineurs n'y ont pas été mis *« pour servir les appétits d'un politicien, mais les intérêts des mineurs seulement. »*

C'est avec plaisir que nous informons nos lecteurs de l'opinion de Kléber Legay. Notons d'ailleurs que le prochain Conseil national des mineurs sera saisi de l'incident.

Quant à l'unité syndicale, Legay me reproche d'avoir écrit qu'à la Fédération des mineurs, on n'en voulait pas. Je m'excuse d'avoir paru penser qu'il était, lui Legay, d'accord avec certains de ses collègues, et notamment avec Vigne, dont le *Peuple* (6-10-34) relatait ainsi l'intervention au Comité national de la C.G.T. :

« VIGNE. — *Ils* (les mineurs) *ont fait tout pour faire l'unité organique, l'unité vraie, dans les conditions définies par la résolution de Japy.* SI LES PROPOSITIONS DES UNITAIRES DEVAIENT ÊTRE RETENUES, LA FÉDÉRATION DU SOUS-SOL DEVRAIT EN EXAMINER LES CONSÉQUENCES EN CE QUI LA CONCERNE.

» SAILLANT.— *C'est du chantage !*

» VIGNE.— *Non ! Au nom des syndiqués mineurs, j'ai le droit de rappeler que nous avons fait, en toutes circonstances la preuve de notre solidarité, que nous ne reculons devant aucune action nécessaire — mais que nous n'étions pas, nous, à la Concorde, le 6 février, pour faire chorus avec les fascistes !* »

Ce « chantage » — le mot n'est pas de nous, mais il n'est pas injuste — ne nous paraît pas témoigner d'un vif désir d'unité. Pourtant, c'est au nom de la Fédération du sous-sol, par Vigne, son secrétaire général, donc officiellement, qu'il a été fait en plein Comité confédéral.

Vigne a parfaitement le droit de rappeler qu'il ne faisait pas chorus avec les fascistes le 6 février à la Concorde. Mais il a tort, d'autant plus tort, de ne pas comprendre que l'unité syndicale est l'un des plus sûrs moyens de barrer la route au fascisme. En s'opposant à l'unité syndicale, il permet à ceux qui faisaient le jeu des fascistes le 6 février de faire oublier cela et de se donner comme les vrais partisans de l'unité.

Ce n'est pas tout. Kléber Legay sait comme moi que dans la C.G.T., depuis quelques années, on s'efforce de dresser les Fédérations de l'industrie privée contre les Fédérations de Services publics et des Fonctionnaires accusées d'être plus à gauche. Le dernier Comité confédéral a encore vu cette opposition. Legay n'ignore pas davantage qu'on raconte dans les coulisses que si l'unité se faisait, certaines Fédérations de l'industrie privée, on parle de celles des Employés, du Livre, des Mineurs — le vieux carré des Fédérations réformistes d'autrefois — ne s'inclineraient pas et reprendraient leur autonomie.

Qu'y a-t-il de vrai dans cette rumeur ? Rien probablement. Mais c'est déjà trop qu'on puisse agiter cet épouvantail. En tout cas, s'il y avait effectivement danger, il est réconfortant de penser qu'il se trouverait à la Fédération du Sous-sol des militants pour ne pas laisser commettre une pareille faute. Autant et plus que les Fédérations de Services publics, les Fédérations de l'industrie privée ont besoin de l'unité syndicale. C'est elles qui devraient en être les champions, comme elles devraient reprendre la tête du mouvement syndical.

M. CH.

NOTES SUR L'U.R.S.S.

Les "élections" aux Soviets

Cette année nous verrons toute la gamme des élections et des congrès du système soviétique.

Du 1er au 20 novembre on renouvelle les soviets de villages dans toute l'Union.

Du 20 novembre au 10 décembre, on renouvellera ceux des villes et on convoquera les congrès de « rayons » (arrondissements).

Du 15 au 25 décembre se réuniront les congrès de « régions » (provinces).

Du 30 décembre au 10 janvier ceux des républiques fédératives et le 15 janvier la campagne se clôturera par le septième congrès des soviets de toute l'Union appelé pompeusement l' « Organe suprême du pouvoir le plus démocratique du monde ».

Les "pouvoirs" des "élus"

En pratique, les soviets de villages et de villes ne sont que de pâles conseils municipaux bien moins indépendants que les nôtres et disposant de moins de pouvoir.

Le peuple n'exerce de pouvoir que par son droit d' « élire » les membres des soviets et ceux-ci que le droit de désigner leurs comités exécutifs et leurs délégués aux congrès. Les comités exécutifs eux-mêmes ne détiennent pas de pouvoir permanent, ils le délèguent à des présidiums et, tout en haut de l'échelle administrative, aux différents Commissaires du peuple.

Le Conseil des Commissaires du peuple et le présidium du Comité Central exécutif promulguent et font appliquer les lois et décrets. Le 15 janvier, les délégués de toute l'Union réunis en congrès n'auront donc pour rôle que d'approuver la politique du pays pendant ces *quatre dernières* années ; il serait évidemment un peu tard pour en décider l'orientation ! Comme on le voit, c'est d'une démocratie toute spéciale : c'est la démocratie des « pleins pouvoirs ».

Il est donc ridicule d'appeler les élus aux soviets des députés munis d'un mandat impératif sur lesquels l'électeur possède un droit de contrôle et de révocation ; on ne contrôle ni ne révoque ceux qui ne possèdent que le pouvoir d'approuver après coup (après 4 ans !) les actes des organes supérieurs.

Si l'on fait en U.R.S.S. tant de bruit autour des élections c'est simplement que la dictature bolchevique a besoin d'un déguisement qui cache le véritable caractère du régime ; d'autre part, convaincue que l'homme est malléable à merci, elle profite de toutes les occasions pour intensifier son travail d'agitation et de « persuasion ».

Les élections à l'usine

Et maintenant, voyons, dans le cadre d'une usine, comment se passent les « élections ».

Sur la proposition du Bureau politique du parti (via le Comité Central) le Président du Comité Exécutif des Soviets de l'Union décrète la date et les conditions des élections ; immédiatement les 9700 journaux du pays, la *Pravda* comme celui de la province la plus reculée, propagent et commentent dans le même sens le nouveau décret.

Dans le même temps, l'administratif du parti a fait son travail, le secrétaire de la cellule communiste d'usine a reçu des directives très concrètes de son Comité de rayon ou de ville : technique cachée des élections, dosage des députés (communistes et sans-parti, hommes et femmes, ouvriers et employés), redoubler de vigilance quant aux éléments tièdes, mesures à prendre en cas de suspects, rendre compte à une date fixée de l'exécution et autres « ordres » de ce genre.

Le secrétaire réunit immédiatement le bureau de la cellule ; assistent à la réunion le président du Comité syndical et le directeur de l'usine. Le secrétaire, qui rapporte, attire l'attention sur la nécessité d'organiser en détail les élections et de prendre les précautions pour enrayer dès le début les tendances « contre-révolutionnaires » toujours possibles.

Chacun des présents montre qu'il comprend très bien le rôle qui lui incombe comme représentant responsable du parti au pouvoir ; d'aucuns font des propositions concrètes : comment mieux « travailler les masses » de l'usine ; d'autres signalent des ateliers de l'usine où il faut s'attendre à quelque « inertie », etc... On termine en approuvant un plan détaillé d'exécution basé évidemment sur les directives reçues. On désigne à l'avance, les dates et lieux des réunions, on élabore les listes de candidats selon les dosages imposés, et on distribue les rôles : celui qui sera membre de la Commission spéciale d'organisation des élections, celui qui présidera les réunions, celui qui rapportera et prendra la parole, qui écrira les articles des journaux muraux spéciaux ; les affiches et enguirlandements reviennent au comité syndical ainsi que l'initiative officielle des réunions publiques. Le secrétaire veillera à l'exécution du plan.

La première opération de ce plan est, en général une réunion « privée » des communistes de chaque cellule d'atelier On pointe les présents. Un des dirigeants communistes de l'usine rapporte, donne des directives, explique ce que doivent faire les membres de la cellule parmi les « masses » pour le succès des élections, combien ils doivent être vigilants pour découvrir les « mécontents » et les signaler sans retard.

Puis commencent les comptes-rendus de mandat de députés qui n'ont exercé absolument aucun pouvoir et qui, pour l'occasion, débitent un discours type, unique pour toute l'U.R.S.S. sur les succès du « socialisme » dans la contrée (ville ou campagne), le rôle bienfaisant et indispensable du parti et le génie de Staline.

La réunion a lieu tout de suite après le travail, souvent dans l'atelier même pour qu'il soit moins facile d'y échapper ; les petits ateliers ou les petits établissements se rendent en rangs à un point commun.

Tout se passe exactement comme il avait été prévu. Le présidium choisi par le bureau de la cellule et présenté par la Commission d'organisation des élections ou le comité syndical est élu sans discussion, l'orateur prévu prononce son discours, les autres prennent la parole, tous dans le même sens, des oudarniks, ou aspirants tels

apportent leur note bénévole au concert, car ils savent le prix qu'ils doivent payer les bons supplémentaires d'alimentation et les billets de théâtre !

A quel point d'obsession on parvient avec de telles campagnes durant lesquelles vos yeux et vos oreilles ne peuvent percevoir, du matin au soir, que les mêmes mots d'ordre ; il faut les avoir subies pour le comprendre.

De loin, la réunion publique peut sembler quelque chose de vivant et de spontané alors qu'en réalité tout y est minutieusement préparé. La masse des assistants se tait, attendant la fin d'une comédie sur laquelle elle ne se méprend pas, mais à laquelle elle s'habitue puisqu'il lui est interdit de l'éviter. Selon la pratique bolcheviste, chacun peut poser des questions à l'orateur, mais il doit le faire oralement ou par écrit avec *signature obligatoire*. Or, qui donc oserait dire ou signer un avis contre la dictature du parti ? Il arrive bien que des questions embarrassantes non signées parviennent au président de la réunion, mais alors on n'en dit rien et une enquête discrète s'efforce par la suite d'en découvrir l'auteur. Et alors, malheur à lui !

La « critique » est de mode, on la suscite même, mais quelle critique ? Uniquement dirigée contre ceux qui appliquent trop froidement les directives d'en haut, qui s'écartent tant soit peu de la ligne générale du parti. Une telle « critique » est constamment en action parce qu'elle est le meilleur moyen de monter pour tous ceux — et ils sont nombreux — qui veulent se faire une carrière dans le régime. Depuis des années le mot « critique » n'a pas d'autre sens en U.R.S.S., et c'est pourquoi elle est cultivée si intensément.

Enfin arrive l' « élection ». Le président inscrit les candidats que lui proposent (comme il avait été prévu) des communistes disséminés dans la salle — c'est leur manière d'aider les « masses » à voir clair — puis on vote sur chaque candidature par mains levées — car il faut avoir le courage de ses opinions ! — le pouvoir « socialiste » ne s'intéresse d'ailleurs qu'à ceux qui votent contre lui, si bien que l'usage s'est établi de ne voter qu'ainsi : « *ceux qui sont contre lèvent la main* ! ». Comme il faut beaucoup de courage pour s'affirmer contre, les propositions d'en haut passent toujours à l'unanimité, personne n'ayant levé la main. Là où on conserve le « scrupule » de faire lever la main à ceux qui sont « pour », la comédie est seulement un peu plus longue, mais ce qui compte est toujours la réponse au : « *qui est contre ?* ».

L'affaire est faite ; le peuple a voté ; il sort dans la rue en « démonstration », c'est-à-dire en rang, musique en tête.

Et c'est ainsi que depuis des années on apprend aux travailleurs à se gouverner eux-mêmes.

Deux choses à expliquer

Il reste deux choses à expliquer : pourquoi le travailleur assiste-t-il à ces réunions puisqu'elles ne sont que des comédies et pourquoi personne ne lève la main contre ?

Il faudrait plus de talent que nous n'en avons pour rendre en quelques traits l'ambiance soviétique, sans laquelle bien des choses paraissent incompréhensibles, qui, pourtant, sont bien simples.

Tout d'abord rappelons que chaque citoyen possède un passeport et un livret de travail sans lesquels il ne peut être embauché, donc ne recevoir de cartes de pain, d'alimentation ou de logement, sans lesquels donc la vie est impossible autrement que par la mendicité ou dans les camps de concentration.

En plus, chaque travailleur est « fiché » plus que n'importe où au monde. Il y a sa fiche de renseignements détaillée au comité de la maison qu'il habite, au bureau du distributeur où il doit acheter sa ration, au bureau du personnel de l'usine, au bureau de l'approvisionnement de l'usine, au bureau secret de l'usine (bureau dépendant de l'armée et du ministère de l'intérieur, ancien Guépéou), au comité syndical, et, pour qui de droit, au bureau de la cellule communiste. Nous ne signalons là que les fiches pour citoyens « honnêtes » ; il y a évidemment en outre pour les indésirables, d'autres fiches à la police et au Guépéou.

Supposez alors que vous ne fréquentiez pas les réunions, votre comité syndical le prendra en note ; ce n'est pas encore trop grave, mais ayez le malheur de lâcher un mot de mécontentement, ou de tenir une conversation non rigoureusement orthodoxe ? on aura facilement relié ces choses entre elles et le fichier du bureau secret en sera bien vite informé... et les mesures prises.

Oui, mais il faut que quelqu'un ait rapporté votre absence ou vos actes ! Qu'à cela ne tienne ! chaque communiste, ou aspirant tel, est toujours disposé à dénoncer les « ennemis » du régime auquel il doit le privilège — aussi maigre soit-il — dont il jouit ou veut jouir. La vie soviétique est pleine de sous-off et d'adjudants qui brûlent de montrer leur zèle afin de gagner du galon. Le jour des élections, dès que la cloche sonne, à 17 heures, vous passez immédiatement des mains du sous-off industriel qu'est le contremaître, dans celle du sous-off social qu'est le « responsable » syndical ou communiste de votre équipe ; il vous invite à aller voter avec lui *sans vous y obliger*, mais vous savez très bien qu'ayant charge de votre « âme », il ne manquera pas de noter votre absence ; vous ne pourrez pas alors ne pas penser à votre passeport, à vos cartes d'alimentation, etc., et... vous irez ! Par la suite, comme ce sera devenu courant, vous irez, sans même penser à rien, par habitude. Si vous êtes jeune, moins de 25 à 30 ans, vous n'aurez pas connu d'autre régime, les mots selfcritique, révolution, socialisme, démocratie pourront vous leurrer et votre acquiescement en sera facilité.

Ajoutez à cela la propagande intense, unilatérale et incessante qui obsède, déforme ou entraîne, selon les tempéraments.

Ajoutez encore que la condition inévitable mise à toute carrière, à tous les échelons, c'est la preuve publique de votre attachement ; que vous vouliez poursuivre vos études, devenir contremaître, chef, savant, ou simplement conserver la situation acquise, c'est tout un ; il faut pratiquer la bassesse envers le « régime ».

Faut-il dire enfin qu'une telle vie est impossible à des hommes libres et conscients et que ceux-ci sont déportés ?

Voilà pourquoi on assiste aux réunions et qu'on ne vote jamais contre.

M. YVON.

L'attitude des anarcho-syndicalistes dans la tragédie espagnole

Une lettre du Camarade Corsin

J'attendais avec curiosité la relation que ferait la *R.P.* sur la révolution espagnole, sachant que vous avez des informateurs avertis des événements d'Espagne et que ces informateurs sont nettement favorables au mouvement anarcho-syndicaliste de la C.N.T. Je pensais que, cette fois, une critique serrée (tout au moins) de l'attitude des anarchistes allait être faite. Je m'aperçois que, même de ce côté du mouvement prolétarien, on fait tout son possible pour excuser les fautes et même les « abandons de poste » de son clan.

A une dernière réunion des socialistes de la localité, nous avons discuté les événements d'Espagne. Ne les ayant pas vécus et n'ayant que des informations journalistiques, nous ne voulions pas juger, mais tout au moins apprécier et tirer des enseignements des faits. Nous sommes tombés d'accord sur deux causes fondamentales de l'échec des révolutionnaires espagnols :

1° Mollesse révolutionnaire et insuffisance des démocrates catalans. Les démocrates sont partout les mêmes, par définition ils sont timorés et ne poussent jamais leurs avantages jusqu'à leur suite logique : la révolution sociale.

2° La scission ouvrière et l'attitude suspecte des anarchos-syndicalistes.

L'article de Lucile Pelletier confirme ce second point pour qui sait lire entre les lignes. Mais pourquoi ne pas condamner nettement le « Tout pour la C.N.T., rien pour les politiciens (?) » de la C.N.T. catalane. Quels sont donc ces révolutionnaires qui laissent les autres se battre et restent à l'abri ? Quel sens de classe ont-ils ? Ne sont-ils pas revenus de leur « putschisme » ? Croient-ils faire la révolution à eux seuls et à l'heure par eux choisie ?

Vraiment, les théories marxistes et léninistes ont du bon et les anarchistes espagnols gagneraient à s'en inspirer. A l'heure, où les révolutions à mains armées sont d'autant plus difficiles que la bourgeoisie est mieux défendue par une police et des troupes dont l'armement est formidable, je me rallie au « Tous ensemble et au même moment » de Marceau Pivert. Il faut noyer les forces répressives bourgeoises sous le nombre. Et que penser de ces syndicalistes, qui, en pleine bataille, décommandent la grève générale ? Leur responsabilité nous semble écrasante et ils sont, eux plus que tous autres, des sectaires néfastes à la révolution prolétarienne. Ce ne semble pas être l'avis de Lucile Pelletier ; pourtant le résultat est là et il n'est pas encourageant.

Nous savons bien que la C.N.T. reproche aux socialistes leur réformisme d'il y a deux ans, leur participation à l'élaboration de lois qui n'avaient pour but que la sauvegarde du capitalisme. Mais ils ont su changer de méthode à la lueur des événements et des dernières élections. Eux surtout, ont su se battre et ils furent bien près du succès. Je vois mal les anarchistes leur donner, à présent, des leçons et s'opposer à l'unité en arguant qu'ils n'ont à côté d'eux que des « politiciens ». Lesdits « politiciens » leur ont, au contraire, montré la voie. Il est écœurant de voir une révolution échouer par la faute de ceux qui, dans leur sectarisme orgueilleux et borné, ne voient même pas qu'ils seront, eux aussi, victimes de la répression et de la dictature. Qu'en pensez-vous ? Les « libertés démocratiques » ne valent-elles pas une bataille ?

G. CORSIN.

La réponse de Lucile Pelletier

Le camarade Corsin est convaincu que j'ai fait tout mon possible pour justifier la défaillance des anarcho-syndicalistes dans le dernier mouvement insurrectionnel d'Espagne. Je ne crois pas avoir pris position dans ce sens dans mon dernier article. Je me suis borné alors à relater les faits tels que je les connaissais, à énoncer, sans plus, les raisons que la C.N.T. donnait de sa non participation au mouvement et à constater que là où l'unité avait été réalisée dans la classe ouvrière, à savoir dans les Asturies, le mouvement avait pris une ampleur considérable et réussissait à tenir en échec les troupes gouvernementales.

Pour plus de clarté, je reposerai sincèrement la question telle qu'elle m'apparaît en toute impartialité.

Le mouvement catalan

Au moment où le parti fasciste de Gil Robles manifeste son appétit du pouvoir, on se trouve en face de deux réactions : celle du parti socialiste d'une part, celle de la Catalogne et du pays basque d'autre part.

Pour le parti socialiste, la participation directe de l'Action populaire catholique au gouvernement constitue une menace immédiate de fascisme. Pour l' « Esquerra » et les nationalistes basques, c'est une sorte de question personnelle : en effet, la « Ceda » a justement provoqué la crise ministérielle pour pouvoir appliquer les mesures de répression brutale que le gouvernement Samper répugnait à exercer pour résoudre les conflits pendants entre le Gouvernement de Madrid, la Généralité de Catalogne et les Municipalités basques.

Les deux mouvements socialiste et nationaliste, tout en obéissant à des considérations d'ordre différent, convergeaient vers un même but : intimider le Gouvernement et provoquer une crise ministérielle qui aurait entraîné le départ des membres de l'Action populaire.

Les premiers à manifester leur opposition furent les républicains bourgeois et nationalistes qui déclarèrent qu'ils rompaient officiellement toute collaboration avec le nouveau Gouvernement.

Quelques heures plus tard éclatait la grève générale dont le mot d'ordre avait été lancé par l'U.G.T. ou, plus exactement, par le parti socialiste.

En Catalogne les nationalistes sautèrent sur l'occasion qui se présentait : mettre à profit le mouvement gréviste pour proclamer l'Etat catalan. J'ai dit ce que je pensais de cette absurde tentative de chantage vis à vis du gouvernement de Madrid et de la capitulation de ses promoteurs, et là-dessus mon opinion n'a pas varié. Je persiste à dire — et les faits sont là pour me donner raison — que les hommes de l'Etat catalan n'ont su trouver de l'énergie que pour coffrer les syndicalistes et qu'ils se sont lamentablement dégonflés devant les troupes gouvernementales. J'ajouterai même aujourd'hui que la crainte d'être débordés par l'élan des masses et de ne pas pouvoir faire servir docilement à leurs fins l' « Alliance ouvrière » les a fait capituler avec d'autant plus d'empressement.

La grève générale

Ceci dit pour le mouvement nationaliste, voyons comment se présentait le mouvement socialiste. Dans l'esprit de ses chefs — je m'en rapporte à leurs déclarations d'alors — il s'agissait d'amener par une forte pression de la classe ouvrière — la grève générale en l'occurence — la chute du nouveau ministère et éloigner les hommes de la Ceda au pouvoir.

Qu'allait faire le parti socialiste pour que ce mouvement de protestation antifasciste prenne toute l'ampleur qui assurerait son efficacité ? Il était évident que pour donner à cette démonstration une grande portée, il fallait le concours de cette autre fraction du prolétariat organisée : la C.N.T. Or, aucune proposition ne fut faite par l'U.G.T. à la C.N.T. pour un mouvement commun. L'U.G.T. décrète la grève; la C.N.T. dit qu'elle ne marche pas. Tout cela se passe sans qu'aucune conversation ait lieu à ce sujet entre les deux centrales ! Loin de moi la pensée de vouloir donner à ce fait la valeur d'une excuse pour la C.N.T. ! Je le signale seulement parce qu'il illustre bien à mon avis que les chefs socialistes n'avaient pas un objectif révolutionnaire en déclenchant la grève, mais que ce n'était à leurs yeux qu'une manifestation de protestation. S'ils avaient eu en vue le renversement du régime, ils se seraient attachés à avoir l'appui de tout le prolétariat espagnol et n'auraient pas dédaigné de chercher à s'assurer le concours des masses que compte la C.N.T. Autre preuve de leur désir de ne pas voir le mouvement de protestation dégénérer en insurrection : dans les endroits où leur influence est prédominante et où ils furent seuls à faire grève, le mouvement ne s'étendit pas — même à Madrid où se trouvait l'état-major socialiste. Et que dire du seul fief communiste d'Espagne, Malaga, où le calme fut complet ?

La grande faute des anarcho-syndicalistes

J'en viens maintenant à l'attitude des anarcho-syndicalistes ou, plus exactement de la C.N.T. Quoi qu'en dise le camarade Corsin, je ne crois pas qu'à la *R.P.* on ait jamais fait une politique de clan. Pour ma part, j'ai, à maintes reprises, déploré et condamné le sectarisme des anarcho-syndicalistes espagnols, l'incohérence de leur tactique, la vanité de leurs mots d'ordre.

A l'occasion des derniers événements, je constate qu'une fois de plus, aveuglés par leur haine contre les chefs socialistes et prisonniers de formules, ils n'ont eu aucune conscience de la réalité. Ils refusèrent de s'associer à la grève en arguant qu'ils ne voulaient pas se battre pour des politiciens. J'estime que c'était là une position inacceptable, mais mon jugement part d'une tout autre considération que l'indignation de Corsin. Je prétends, en effet, que les anarcho-syndicalistes n'avaient pas à se faire tuer, en Catalogne pour Companys et sa bande, et dans le reste de l'Espagne pour porter au pouvoir les chefs socialistes qui ont donné les preuves de ce qu'ils sont capables d'octroyer en fait de « libertés démocratiques ». Car, quand ils se trouvaient au gouvernement, ils n'ont pas seulement participé à l'élaboration des lois n'ayant « pour but que la sauvegarde du capitalisme », ils ont fait une politique de répression féroce vis-à-vis des travailleurs, ils ont jugulé toutes les libertés ouvrières, fermé les syndicats, emprisonné et déporté les militants et fait systématiquement de l'U.G.T. un organisme de jaunes dans les mouvements de grèves (je rappelle la grève du téléphone pour ne citer qu'un exemple illustre). Corsin fait remarquer qu'ils ont fait leur *mea culpa* et je sais bien qu'ils ont, en effet, retrouvé d'une façon fort opportune les formules révolutionnaires depuis qu'ils ont été chassés du pouvoir. Mais, pour ma part, je ne fais pas grief à la C.N.T. de n'avoir pas voulu faire leur jeu ; la grande faute des anarcho-syndicalistes, à mon avis, est de s'être butée à cette formule de « politiciens ». de n'avoir pas compris que le parti socialiste et l'U.G.T. n'étaient pas seulement quelques individus dont ils avaient à juste titre le droit de se méfier, mais toute une masse de travailleurs, toute une fraction de la grande famille prolétarienne envers laquelle ils avaient un élémentaire devoir de solidarité. La faute impardonnable des anarcho-syndicalistes à mon avis c'est de n'avoir pas compris qu'étant donné la situation générale du pays, le mouvement — même s'il était circonscrit entre certaines limites dans la pensée de ceux qui lançaient le mot d'ordre de grève — devait fatalement déborder ces limites artificielles, ne pas rester, grâce à l'élan des masses, une mesure d'intimidation politique, mais prendre une orientation révolutionnaire. Et quand bien même il ne serait resté qu'une manifestation antifasciste, la C.N.T., vu le danger, se devait d'y participer.

L'exemple des Asturies

Que serait-il arrivé si les forces anarcho-syndicalistes étaient dans toute l'Espagne entrées en action ?

Je ne suis pas prophète, mais je me base sur l'exemple des Asturies. Là le front unique révolutionnaire était réalisé entre socialistes, anarchistes et communistes. Là, les insurgés ont tenu plus d'un mois. J'admets qu'ils se trouvaient dans une situation privilégiée. Ils avaient sous la main de la dynamite (il s'en produit annuellement dans les Asturies près de 600.000 kg. et 400.000 kg. de poudre) ; c'est également dans cette région que se trouvent les plus importantes manufactures d'armes du pays. Mais si, la C.N.T. ayant pris part au mouvement, l'insurrection avait gagné l'Andalousie, l'Aragon, la Catalogne — après en avoir chassé Companys — le Gouvernement aurait eu à disperser ses forces. Il ne lui était plus possible de les concentrer dans une seule région comme il l'a fait. D'ailleurs, fait significatif à mon avis : si en Catalogne l'armée régulière a marché contre le « séparatisme catalan », dans les Asturies on sait, malgré la censure, qu'il s'est produit dans ses rangs tant de défections qu'il a fallu faire appel à la légion étrangère et aux bataillons d'Afrique. J'ai sous les yeux un illustré fort bourgeois de Madrid, la « Cronica », contenant un reportage photographique sur les événements des Asturies. Eh bien, les troupes gouvernementales sont partout représentées par des Marocains !

C'est pourquoi je crois pouvoir présumer qu'un mouvement généralisé avait toute chance de rencontrer la sympathie de l'armée et de gagner la partie. Qu'en serait-il résulté ? Sans se perdre dans de vaines conjectures, il me semble qu'on en pouvait attendre beaucoup.

C'est pour avoir laissé perdre ces chances pour eux-mêmes et pour tous les prolétaires d'Espagne que les anarcho-syndicalistes portent une lourde responsabilité. Quand je dis anarcho-syndicalistes, je veux dire la direction de la C.N.T., car dans les Asturies les anarcho-syndicalistes ont été au premier rang parmi les combattants.

En signe de protestation contre les peines capitales, la C.N.T. a décrété — pour sauver l'honneur? — une grève générale à retardement qui a été ce qu'elle devait être, un échec lamentable. L'honneur des anarcho-syndicalistes ce sont les soldats de l'insurrection asturienne qui l'ont sauvé en passant outre les ordres de leurs dirigeants.

Les reproductions (« Cronica » du 21 octobre) de bons de subsistances destinés à remplacer la monnaie portant le cachet de syndicats de la C.N.T. indiquent que ceux-là au moins, sans et même malgré leurs chefs, avaient trouvé la bonne voie.

Dans les Asturies, le mouvement insurrectionnel n'a pas, dès le début, tenu compte des chefs, socialistes, communistes ou anarchistes; il est resté en dehors des tendances et a été uniquement inspiré par le sens révolutionnaire de classe des travailleurs. Je n'ai garde d'oublier que le mot d'ordre de grève générale avait été lancé par les chefs socialistes. Mais plus les renseignements se précisent et plus il semble que dans les Asturies, le mouvement a dépassé toutes leurs prévisions. Lerroux l'a dit dans son discours le jour de la rentrée des Cortès : « les chefs socialistes ont été les promoteurs, mais il appert qu'ils ont été débordés ». Je citerai encore l'interview de l'ex-ministre Pedrégal (*El Sol* du 24 octobre) qui se trou-

vait à Oviedo lors des événements : « J'ai la ferme conviction que les masses ont dépassé les objectifs des dirigeants et qu'à aucun moment elles n'ont fait cas de leurs instructions. » Enfin Largo Caballero lui-même ne nie-t-il pas toute intervention dans les événements révolutionnaires ?

Oui, « Tous ensemble et au même moment » !

En définitive, ce ne sont pas les « politiciens » qui ont montré la voie. C'est l'unité ouvrière qui a donné naissance à une force nouvelle qui s'est montrée dans l'action capable de réaliser des prodiges. L'héroïque Commune asturienne nous prouve ce que peuvent les masses travailleuses quand elles ne sont plus déchirées par les luttes fratricides. « Tous ensemble et au même moment » est une excellente formule. Je suis tout à fait de l'avis de Corsin : aucun parti ne peut prétendre faire à lui tout seul la révolution, parce qu'il n'y a pas de révolution socialiste, communiste ou anarchiste, il n'y a qu'une révolution prolétarienne. C'est pourquoi le front unique sera d'autant plus puissant qu'il ne risquera pas de se briser sur des questions de tendances et sera basé uniquement sur un sens de classe, bref, que ce sera un front syndicaliste.

C'est un tel front que, pour ma part, je souhaite voir se réaliser dans tous les pays que le fascisme n'a pas encore asservis.

Lucile PELLETIER.

A travers les livres

Edouard Peisson : UNE FEMME (Grasset).

Vieille histoire : l'aviateur Lucien Obermann lâche sa femme et ses deux gosses. La femme lutte un temps pour les élever — puis glisse au ruisseau.

Vieille histoire, certes. Mais toutes les misères humaines sont vieilles et toutes les joies.

Son thème, Peisson l'a traité avec un pathétique et une sobriété saisissantes. De ce qui a séparé cet homme et cette femme, il ne dira quasi rien. Pas de détails. Pas d'analyse des « malentendus » qui ne sont jamais que les signes du désaccord profond. Lui, c'est l'aventurier manieur de rêves, pétrisseur de chair, gâcheur de tendresse ; elle, la petite bourgeoise avide d'avoir son nid, son bien-être et ses câlineries. C'est tout et ça suffit. L'homme part comme l'eau coule. La femme lutte à peine et ne s'indigne pas. Le lecteur non plus. L'abandon « était écrit » au livre des destinées.

Madame Obermann a Suzy et Pierrot à élever dans le Marseille inconnu où elle a été abandonnée. Pas d'argent. Une famille Obermann qui n'entend pas ses appels. Un brevet élémentaire sans prestige et sans utilité. Elle heurte aux portes administratives et prend son rang dans la queue des miséreux. Un rang où on la remarque car elle a quelque finesse...

Elle tire l'aiguille des heures et des heures. Elle frotte des parquets. Elle est lasse. Plus lasse que les bonnes commères qui autour d'elles l'observent et l'aident, dans le coin de banlieue où elle s'est réfugiée. Dans la ville, le luxe brille dans les rues et l'accroche quand elle passe...

Et pourtant, il faut lâcher Pierrot à l'assistance.

Brusquement, les journaux lancent la grande aventure d'Obermann. Elle appelle vers lui. Pas un geste de secours.

Alors elle suit le passant qui l'entraîne. Cent francs dans son sac. « *Et ça importe peu aux marchands de savoir comment tu as gagné l'argent* ». « *Et quelle fête pour Suzy !* » Un ressort s'est cassé en elle : la vie a changé d'apparence ; le « métier » la prend et lentement la dégrade ! La famille Obermann sort du silence enfin et arrache les enfants à la « mère indigne ».

La vie est jouée. Mme Obermann n'est plus rien qu'une misérable fascinée devant le suicide d'un vagabond.

C'est tout.

Mais l'atmosphère du livre continue à peser lourde, dure, pénétrée de bout en bout, mais sans ostentation, d'une vie marseillaise si réelle et si sensible qu'on touche Marseille sans y penser.

Procès de l'homme ?

Procès de la femme ?

Procès des administrations ?

Procès de la société ?

Procès de rien du tout et procès de tout et de tous. Point de thèse. Sans recherche, sans effet, la vie colle au lecteur avec une insistance et une ténacité dont il aura peine à se défaire.

Si le mot de réalisme n'avait tellement traîné, s'il n'impliquait trop souvent une grossièreté systématique et inutile, on voudrait l'appliquer à ce livre sûr — au relief fouillé — au déroulement si droit, si rythmé qu'involontairement il prend une allure de film.

B. GIAUFFRET.

Voline : LE FASCISME ROUGE (Pensée et Action).

Bonne petite brochure à 50 centimes, dont l'idée principale est celle que l'auteur exprime ainsi :

« *La raison fondamentale des succès fascistes et de l'impuissance des forces émancipatrices est, à mon avis,* l'idée néfaste de la Dictature. Je dirai même plus. *Il existe une idée répandue à un tel point qu'elle est devenue presque un axiome. Des millions et des millions d'hommes s'étonneraient, aujourd'hui encore, si on la mettait en doute. L'idée en question est celle-ci :* Pour gagner dans la lutte et conquérir leur émancipation, les masses travailleuses doivent être guidées, conduites par une « élite », par une « minorité éclairée », par des hommes « conscients » et supérieurs au niveau de cette masse.

»... *Qu'une telle idée se soit ancrée dans l'esprit de ceux qui se prétendent émancipateurs et révolutionnaires, c'est un des phénomènes les plus étranges de l'histoire...*

» *Les masses travailleuses arriveront à se débarrasser de toute exploitation seulement lorsqu'elles auront trouvé le moyen de se débarrasser de toute tutelle, d'agir par elles-mêmes, de leur propre initiative, pour leurs propres intérêts, à l'aide et au sein de leurs propres et véritables organismes de classe : syndicats, coopératives, etc., fédérés entre eux.* »

Idée très juste, mais pourquoi diable l'auteur emploie-t-il à tout bout de champ, le mot « masse ». C'est un mot — d'origine d'ailleurs nettement stalinienne — qui devrait être rigoureusement proscrit de notre vocabulaire. « Masse » c'est l'antithèse d'« élite » ; qui parle de la masse ou des masses suppose par cela même qu'il y a une élite.

Et qu'on ne voit pas là querelle de puriste ; rien ne contribue plus à entretenir les idéologies fausses que l'emploi de mots qui les impliquent.

Abandonnons donc cet effroyable péjoratif de « masse », et n'usons exclusivement que du vieux terme, si supérieur à tous points de vue, de *classe*.

R. L.

Pour juger en connaissance de cause l'attitude de la C.N.T. lors des récents événements d'Espagne,

lisez

les nombreux articles que la **R.P.** a consacrés à l'Espagne en 1931, 1932, 1933, — notamment l'article de Ida Mett sur « **la loi scélérate des socialistes espagnols** » (Décembre 31).

Le numéro contenant l'article d'Ida Mett et le texte complet de la loi scélérate (numéro double à 3 fr. 50) sera envoyé franco contre deux francs.

Contre cinq francs, un lot de numéros contenant les articles et les documents les plus importants sur cette époque (dont l'article d'Ida Mett) sera envoyé franco.

La renaissance du Syndicalisme

LA MARCHE VERS L'UNITÉ SYNDICALE

Impressions d'un auditeur au Congrès des Fonctionnaires autonomes

La Fédération autonome des Fonctionnaires a tenu son congrès les 17 et 18 novembre à Paris. Les lecteurs de la R. P. trouveront dans le prochain numéro un compte rendu des travaux de ce congrès fait par notre camarade Laplagne, ancien secrétaire fédéral, qui a pris une large part aux débats.

Je vais donner ici simplement l'opinion d'un auditeur sur les intéressantes et vivantes discussions qu'ont eues nos camarades.

Le Gouvernement contre le droit syndical

Un fait d'une exceptionnelle gravité et qui doit retenir l'attention de tous les militants, est le refus du gouvernement Flandin d'accorder les autorisations d'absence aux délégués régulièrement mandatés pour assister au congrès, et même le retrait des autorisations accordées antérieurement.

Nos camarades autonomes ont repoussé comme il convenait cette première attaque d'un « gouvernement de trêve » en déclarant tranquillement que « la séance continue » et en poursuivant effectivement leurs travaux jusqu'au terme prévu par eux.

Le gouvernement Flandin s'empresse ainsi de prouver aux fascistes qui le combattent que sa politique — sur le terrain essentiel de la lutte contre les organisations ouvrières — ne diffère en rien de la leur ; s'il ne va pas aussi vite ni aussi loin que le voudraient les fascistes, c'est tout de même dans le même sens qu'eux qu'il travaille.

Pour nous, cela signifie que, sans perdre de vue un seul instant le danger que représentent les ligues fascistes avec leurs armements, nous devons veiller à ne jamais nous laisser ravir un seul pouce de terrain, à ne laisser toucher à aucune de nos libertés, à aucune de nos conquêtes.

Ajoutons que plusieurs camarades autonomes sont actuellement l'objet de poursuites correctionnelles pour « coalition de fonctionnaires » ; leur crime consiste à avoir simplement engagé leurs camarades à s'opposer aux décrets-lois, le 16 avril dernier ; pour doner à cette manifestation un caractère subversif, le Gouvernement a dû s'appuyer sur un article du code pénal dont on ne connaît aucune application depuis 1810 !

Corrigeons toutes nos erreurs

La lutte contre le fascisme a occupé une grande place dans les débats du congrès. En un discours remarquable, le camarade Pruja, rapporteur, a défini l'action à mener contre les émules d'Hitler et de Mussolini, dont il ne faut cependant pas exagérer l'importance car elles ne sont pas encore parvenues à s'implanter nulle part dans les cités industrielles où elles ont rencontré partout les masses prolétariennes unies. Pruja veut défendre les libertés syndicales et aussi les libertés démocratiques. « Nous défendons la République, *dit-il,* parce que c'est notre conquête, le fruit de nos luttes passées... Liberté, égalité, fraternité sont nos principes. Pour qu'ils ne soient plus un mensonge, il faut faire la véritable démocratie, la démocratie prolétarienne. »

Mais pour triompher de l'adversaire, pour ne pas subir le sort de nos camarades allemands, autrichiens, espagnols, il ne faut pas que nous commettions les mêmes erreurs qu'eux. Et Pruja dénonce l'erreur pacifiste, légaliste, des sociaux-démocrates allemands qui « a fait le lit du fascisme ».

Il n'est que trop vrai que les social-démocrates allemands portent une lourde part de responsabilité dans l'écrasement du prolétariat d'outre-Rhin. Mais ils ne sont pas les seuls. Les communistes ont, jusqu'au dernier moment, jusqu'à la victoire totale d'Hitler, considéré la social-démocratie comme le principal adversaire contre lequel étaient dirigés tous leurs coups. En outre, alors que les agressions des nazis contre les militants prolétariens se multipliaient, le parti communiste repoussait « toute action terroriste comme constituant un obstacle à la mobilisation de masse ». *Il considérait aussi que l'accession d'Hitler au pouvoir ne pouvait que rapprocher l'heure de la révolution sociale.*

Et en France, n'avons-nous pas vu, au 6 Février, les communistes manifester dans les rues avec les fascistes en même temps qu'ils refusaient de répondre aux propositions d'action commune de la Fédération de la Seine du parti socialiste ?

Pour vaincre le fascisme, camarade Pruja, il n'y a pas qu'une erreur à éviter ...et à dénoncer ! Des révolutionnaires qui ne savent pas discerner à temps dans quel sens ils doivent porter leurs coups sont souvent plus néfastes à la révolution que des réformistes... sur lesquels on est fixé d'avance.

L'unité au même point

Décidément, le chemin de l'unité est, de toutes parts, parsemé d'embûches. Sur la foi de renseignements fournis par plusieurs militants, nous avions acquis la certitude qu'un pas en

avant allait être franchi par la Fédération Autonome en faveur de l'unité. Nous en sommes moins sûrs à présent.

Au congrès, trois états d'esprit se sont manifestés, fixés chacun en une résolution distincte :

Celle de Piquemal s'exprime ainsi :

1°) En attendant la fusion générale des organisations adhérentes aux deux C.G.T. et des deux C.G.T. elles-mêmes, des Comités de coordination — à tous les échelons — seront chargés de diriger et d'organiser l'action commune.

2°) Dès la prise de contact nous proposons comme base de discussion l'organisation de l'action commune immédiate :

a) Contre les décrets-lois,
b) Contre la répression,
c) Pour la défense du droit syndical.

L'acceptation de ce programme constitue le minimum indispensable pour la réalisation de l'accord.

3°) En même temps les deux organisations s'attacheront ensemble à faire triompher l'idée du Congrès de fusion de toutes les organisations syndicales en présence.

4°) L'accord étant ainsi réalisé dans l'action, un Congrès extraordinaire de la Fédération autonome sera convoqué en temps voulu pour faire le point et envisager les modalités de fusion des deux organisations.

Celle de Laplagne reprend les suggestions qui avaient été faites en 1932 par la Fédération confédérée et propose :

En attendant la fusion générale des organisations adhérentes aux deux C.G.T. elles-mêmes, la Fédération autonome sera représentée au bureau de la Fédération générale des fonctionnaires par son propre bureau et à la Commission exécutive de cette organisation par les représentants de chacun de ses Syndicats.

La résolution des Douanes actives, défendue par Guilbot et Lavorel, ainsi que par Robin (commis de marine), tout en constatant que c'est la Commission administrative de la C.G.T. qui constitue le principal obstacle à l'unité totale, regrette que « la Commission Exécutive de la C.G.T.U. n'ait pas pris une position plus nette qui aurait permis de clarifier la situation ». *Et elle ajoute :*

Si, sur le plan général, la marche vers l'unité n'a pas progressé depuis les C.C.N., il convient, néanmoins, de souligner le mouvement d'unité corporative qui se développe avec rapidité chez les cheminots.

La fraction d'Unité qui va ainsi se réaliser ne peut manquer de contribuer à faire disparaître les résistances prouvées de l'Etat-Major confédéré.

Dans cet ordre d'idées, le Congrès décide la réalisation immédiate de la fusion corporative entre la Fédération autonome et la Fédération des fonctionnaires sur la base des propositions faites par la dernière organisation et acceptées en principe, par la première.

Il précise qu'il entend donner à sa détermination le sens d'une condamnation très nette de la politique suivie par certains militants, responsables, de la C.G.T. en ce qui concerne la réalisation de l'Unité syndicale sans vainqueurs ni vaincus.

La résolution votée

Si je me permets de résumer les trois résolutions, dont je ne donne ici que l'essentiel, je dirais que Piquemal est pour le statu-quo, que Laplagne s'achemine vers l'unité et que Guilbot veut la réaliser immédiatement.

D'après les pronostics des uns et des autres, la résolution Laplagne était assurée d'une majorité certaine. Mais là, comme ailleurs, sévit la fameuse mystique de l'unanimité.

Après que la motion des Douanes eut été repoussée par 153 voix contre 62 et 20 abstentions, ce qui était prévu, l'unanimité s'est faite sur la motion Laplagne avec une modification sensible du paragraphe cité plus haut.

La voici dans son intégralité :

Le Congrès de la Fédération autonome proclame que l'heure est venue où toutes les organisations syndicales doivent se fondre dans une Confédération générale du Travail unique.

Il se félicite des progrès accomplis au cours de ces derniers mois par l'idée de l'Unité syndicale et espère que les difficultés qui subsistent au lendemain de la réunion des C.C.N. confédéré et unitaire ne résisteront pas à l'effort mutuel de compréhension que doit tenter chaque partie en présence et que, grâce à de nouvelles propositions émanant de part et d'autre, le but recherché sera rapidement atteint. Le Congrès de la F. A. constatant que de toutes parts des unions provisoires ou définitives se scellent et que l'action de classe du prolétariat se trouve renforcée, se déclare disposé à concourir aussi au renforcement de la capacité de lutte des travailleurs organisés.

Après avoir examiné minutieusement les différents moyens qui lui permettraient d'obtenir ce résultat, il décide de reprendre, « comme base de discussion », les propositions qui lui ont été faites lors des assises du 19 novembre 1932, par une délégation de la Fédération générale des fonctionnaires.

Ces propositions étaient les suivantes : « En attendant la fusion organique, la F. G. demandait à la F. A. de déléguer en permanence deux de ses membres à son bureau et sept de ses membres à la Commission Exécutive ».

Le Congrès de 1934 de la F.A., reprenant les suggestions de la F.G. fait à son tour les propositions suivantes :

1°) En attendant la fusion générale des organisations adhérentes aux deux C.G.T. et des deux C.G.T. elles-mêmes, la F.A. et la F.G. constitueront un comité d'organisation dans lequel les deux fédérations seront représentées proportionnellement au nombre de leurs adhérents.

2°) Dès la prise de contact, nous proposerons comme base de discussion l'organisation de l'action commune immédiate :

a) Contre les décrets-lois,
b) Contre la répression,
c) Pour la défense du droit syndical.

L'acceptation de ce programme constitue le minimum indispensable pour la réalisation de l'accord.

3°) En même temps, les deux organisations s'attacheront ensemble à faire triompher l'idée du Congrès de fusion de toutes les organisations syndicales en présence.

La mystique de l'unanimité

Ainsi, il y eut vote unanime alors que, bien plus que les résolutions, les discours étaient dissemblables.

Voici en quels termes Piquemal parle de l'unité: « Les hommes de la Fédération générale ne veulent pas se battre ». « Il y a des différences fondamentales entre les positions des deux C.G.T. » « Danger d'hégémonie réformiste ». « Accepter les suggestions de la Fédération Générale de 1932 ? Danger considérable.... Manœuvre d'absorption... Nous serions submergés... Ils chasseront les militants et garderont les troupes...» « Cet ilôt ce n'est pas en pénétrant dedans qu'on le fera sauter ».

En un mot, Piquemal veut l'unité, mais il la veut sans les réformistes. J'ai entendu au C.C.N. confédéré des militants qui ne la désiraient pas avec les communistes. Ceux-là veulent maintenir la vieille organisation. Piquemal, lui, veut du neuf.

Du neuf ! Mais même si on constitue une C.G.T. toute neuve, après avoir « fait sauter la vieille avec un pétard de dynamite », *il faudra bien y accueillir tous les travailleurs, quelle que soit leur conception, et alors, il y aura encore des Jouhaux et des Laurent dans la maison neuve. Faudra-t-il encore la faire sauter avec un pétard de dynamite?*

Piquemal n'hésiterait peut-être pas à le faire, parce que, pour lui, le mouvement syndical passe, à présent, au second plan. Ses espoirs, il les reporte sur le mouvement d'Amsterdam-Pleyel, sur les Comités de vigilance, sur les groupements d'intellectuels. « Le front de combat, *dit-il*, est passé du plan syndical au plan du front populaire ! » *C'est ce qui s'appelle lâcher la proie pour l'ombre, abandonner l'organisation de classe pour suivre des cohues.*

Je laisserai à Laplagne le soin d'exposer l'opinion qu'il a défendue, avec Boursicot, Novarro, Guillonneau et les raisons qui lui ont fait modifier le texte de sa résolution.

Je vais tâcher de résumer l'opinion du camarade Guilbot, partisan de la fusion immédiate avec la Fédération générale des Fonctionnaires.

Après un historique des pourparlers d'unité entre les deux C.G.T. depuis le 13 juin jusqu'à la réunion des C.C.N., Guilbot évoque l'échec de la proposition de la Fédération Autonome (dont nous avons parlé dans la dernière R.P.) *demandant au Cartel confédéré de faire aux fédérations unitaires des services publics des propositions analogues à celles de la Fédération Générale des Fonctionnaires.*

Il constate l'échec de l'unité syndicale et la responsabilité des états-majors confédéraux, particulièrement celui de la C.G.T. Mais, par quels moyens, questionne-t-il, la fédération autonome peut-elle contribuer à la réalisation de l'unité ? Ce n'est pas en demeurant dans sa position actuelle, parce qu'ainsi ce grand problème se traite en dehors d'elle et que les C.G.T. ne tiennent nullement compte de ses observations.

Et Guilbot reprend à son compte une formule de Demusois concernant les cheminots : « Devant les obstacles à l'unité totale, nous réalisons des morceaux d'unité ». « Nous voulons, nous aussi, *dit-il*, réaliser un morceau d'unité en lui donnant la signification d'une étape dans la voie d'un congrès de fusion. »

Ce langage a recueilli l'approbation d'une respectable minorité du congrès.

*
* *

Nous pensons ici que la Fédération Autonome aurait pu faire un pas plus grand en faveur de l'unité. Cependant, la Fédération Générale pourrait donner une nouvelle preuve de son libéralisme en acceptant la proposition qui lui est faite. Car si l'entente était réalisée entre les deux Fédérations, quelle que soit la formule de l'accord, cela ne pourrait avoir que des répercussions heureuses pour la réalisation totale de l'unité syndicale.

F. CHARBIT.

Les fusions dans l'Enseignement

En vue du congrès de Montpellier, quatre syndicats unitaires de l'enseignement avaient élaboré une motion demandant à leur Fédération de s'aboucher avec le Syndicat National pour réaliser, au sein de la C.G.T. ,l'unité des forces corporatives.

A ce congrès, au terme d'une discussion ample et profonde, il est apparu aux délégués de ces syndicats que la majorité fédérale continuait à redouter l'unité et que la fraction communiste, oscillante à son habitude, aurait accepté leur motion si elle avait eu la certitude de la voir acceptée par une grosse majorité du congrès. Ils ont refusé de s'associer au vote d'une résolution que l'on aurait voulu unanime et ils ont défendu, au retour de la délégation envoyée à Nice, la motion du Syndicat National.

Après les Congrès

Depuis, ils ont pris connaissance des débats du congrès de celui-ci, des engagements et des résolutions pris par la délégation unitaire devant ce congrès, ainsi que de ses atermoiements, de ses réticences, de son désir d'abréger, à son retour à Montpellier, une discussion susceptible d'entraîner les délégués vers la fusion corporative, sur la plateforme des confédérés. Ils ont suivi avec passion les travaux des deux C.C.N. et estimé que la C.G.T.U. pouvait, devait accepter, sans susciter sans cesse de nouvelles difficultés, sans évoquer de nouveaux problèmes, les propositions de la C.G.T. Ils ont noté, sans surprise, les déclarations sectaires de Bouet et de Salducci, quelque feu effrayés à la pensée que la C.G.T.U., de concession en concession, pourrait s'incliner devant les offres de sa rivale, qu'il leur faudrait envisager la dissolution de la Fédération de l'Enseignement, éventualité qu'ils se refusent à admettre.

Ils ont enfin salué la décision de la *Fédération autonome* d'œuvrer, d'abord, au rassemblement, par la fusion organique, des syndicats de fonctionnaires.

Ils ont estimé qu'il était puéril de s'attarder à des souvenirs lointains, de ratiociner sur la valeur de moyens qui, finalement, conduisent au même but. Si l'unité totale est une chose nécessaire, l'unité partielle ne saurait lui nuire. S'il est désirable que se fondent en un même creuset C.G.T., Fédérations, Syndicats, en quoi est blâmable l'opération inverse ? Une telle méthode n'est critiquable que de la part de ceux qui subordonnent l'intérêt de la classe ouvrière à l'intérêt de leur tendance.

En se dissolvant au bénéfice (?) du Syndicat National, la Fédération unitaire aurait agrandi le champ de son action, renforcé, au sein de la C.G.T., le courant révolutionnaire et unitaire à la fois. Cette opération lui aurait été d'autant plus facile que le congrès de Nice lui apportait de multiples satisfactions : ses diverses résolutions étaient imprégnées d'un accent syndicaliste et révolutionnaire inhabituel, sa critique des méthodes de la C.G.T. ne manquait pas de netteté, ses garanties d'unité étaient acceptables.

En la repoussant, en subordonnant encore à l'unité totale du prolétariat français l'unité des forces syndicales de l'enseignement, la Fédération unitaire a ouvert en son sein une crise qui va l'épuiser un peu plus. Plusieurs syndicats, qui ont heureusement collaboré avec des sections du Syndicat National et qui saisissent le fructueux travail qui se pourrait accomplir après une fusion plus intime avec elles, se sont hardiment attelés à cette tâche.

Dans le Morbihan

Dès octobre, les syndicats du Morbihan, des Côtes du Nord et de la Gironde, ont interrogé leurs adhérents sur leur propre devenir.

Considérant, après trois Assemblées générales consacrées à ce sujet, qu'il convenait de consulter individuellement ses membres, *le syndicat du Morbihan* a ouvert

un referendum qui n'a pas eu l'heur de plaire au bureau fédéral. A l'instigation d'une minorité insignifiante, qui avait promis, après l'avoir combattue sans passion, de participer à la préparation de cette consultation ; au mépris de l'existence du bureau syndical, de la volonté des adhérents, et des statuts fédéraux qui ne prévoient nullement son intervention dans les affaires intérieures aux syndicats quand ses statuts sont respectés, le bureau fédéral a organisé une Assemblée générale, dans le but de s'opposer à la fusion avec la section du Syndicat National.

Troublée par les discussions dans la presse locale, et par les avis et communiqués contradictoires reçus, une partie des syndiqués n'a pas fait connaître son avis, mais 142 ont approuvé, au referendum, la proposition du Conseil syndical. Par contre 30 camarades seulement ont assisté à la réunion irrégulière du bureau fédéral ; et encore faut-il noter qu'une dizaine d'entre eux étaient en désaccord avec lui ; cette réunion a été incapable de prendre de décision, et Bouet, qui tenait à fonder un nouveau syndicat, est reparti les mains vides.

Nous avons donc la quasi-certitude d'entraîner au Syndicat National l'immense majorité de nos adhérents. La petite minorité de notre syndicat ne peut plus, après son échec, et au nom de l'unité, s'opposer à l'unité du personnel enseignant du Morbihan.

...et ailleurs

La Gironde a pris une détermination identique. Suivront sans aucun doute les Côtes du Nord. D'autres syndicats les imiteront. Nous en connaissons plusieurs que travaillent de puissants remous. Dans les Bouches-du-Rhône, siège du bureau fédéral, la question est posée comme elle le sera partout, et le 11 octobre, à une Assemblée générale, les voix se sont partagées en nombre égal entre partisans de la motion de Montpellier et partisans de la motion de Nice.

De moins en moins, les unitaires vaticineront sur des textes ou sur des pointes d'aiguille. Sans renonciation à leurs idées, ils entreront au Syndicat National pour en accroître la force de combat. Loin de nuire à l'unité totale, leur geste la préparera heureusement.

Nous sommes persuadés que notre initiative rencontrera dans la Fédération un écho puissant et suscitera dans les organisations voisines un courant parallèle. Nous ferons l'impossible pour aider à son développement.

J. ROLLO.

Une conférence des syndicats autonomes

Sur l'initiative de l'*Union des syndicats de Techniciens et d'Employés de l'Industrie* (ancienne U.S.T.I.C.A.) une conférence a réuni le dimanche 4 novembre plusieurs organisations autonomes, notamment le *Cartel du Bâtiment de Lyon*, les *Bateliers de Dunkerque*, les *Agents des Cadres des Chemins de fer*, le *Syndicat National autonome des Employés des P.T.T.*, l'*Union des Syndicats autonomes des Travailleurs Municipaux de Paris et de la Seine*, les *Employés et Contremaîtres des Secteurs Electriques de la Région Parisienne*.

La *Fédération Professionnelle des Chauffeurs-Mécaniciens des Chemins de fer*, et le *Syndicat autonome des Employés des T.C.R.P.*, absents, avaient donné un avis favorable à la Conférence.

Par contre, la Fédération Autonome des Fonctionnaires, avait refusé de participer à celle-ci, mais à son congrès de la semaine dernière, après intervention du camarade Porreye, elle a décidé de se faire représenter à une prochaine conférence.

Au cours de la première prise de contact, qui revêtit un caractère privé, les délégués présents se livrèrent surtout à un échange de renseignements sur la position respective de chaque organisation, ses tendances, ses effectifs.

L'Union des Syndicats de Techniciens groupe actuellement un millier d'ingénieurs. Le Cartel du Bâtiment réunit 8.000 adhérents dans 17 syndicats. Les Bateliers autonomes sont organisés en syndicat unique et groupent l'ensemble des travailleurs de leur corporation. Les Agents des Cadres des Chemins de fer groupent, disent-ils, 25.000 adhérents, dont 20.000 actifs. Les Municipaux de Paris, groupant surtout des ouvriers et des techniciens, anciennement adhérents à la C. G. T., sont au nombre de 2.700. Les Secteurs Electriques, anciens confédérés, comptent 1.600 membres, ce qui représente 80 % des employés et contremaîtres. Les Employés des P.T.T. sont 5.500 : facteurs, facteurs-chefs, convoyeurs et manipulants. Ils sont pour le congrès de fusion sans vainqueurs ni vaincus et pour l'unité d'action immédiate. Farouchement contre l'ingérence des partis politiques dans le syndicat.

Les agents des cadres des chemins de fer sont seulement pour l'unité d'action. Les autres syndicats représentés sont pour la reconstitution de l'unité organique.

Enfin, une commission est nommée, qui jettera les bases d'un accord en vue d'une action cohérente des organisations autonomes en faveur de l'unité. Cette commission doit convoquer incessamment une autre conférence.

Avec la participation de la Fédération Autonome des Fonctionnaires, cette conférence représentera plus de 100.000 syndiqués autonomes.

CHEZ LES CHEMINOTS

Réflexions sur la fusion des syndicats du P. L. M.

Comme il était à prévoir, les syndicats de cheminots du réseau P.L.M. sont en train de fusionner et un prochain congrès de réseau sanctionnera cette fusion. Nos camarades n'ont pas cru devoir attendre les décisions du Congrès Confédéral qui décidera la fusion totale et simultanée de toutes les organisations syndicales de notre pays. Malgré les observations de bons camarades, qu'il me soit permis à nouveau de leur dire qu'en n'observant pas la plus élémentaire discipline syndicale, ils commettent une grave erreur et qu'ils risquent de retarder, sinon de compromettre, l'unité tant désirée.

Ainsi, la fusion est réalisée chez les cheminots de Nevers depuis le 11 Novembre. Certes, on peut être fortement impressionné par la magnifique assemblée générale qui sanctionna cette fusion. Quels horizons elle permet d'entrevoir pour l'avenir et quelle joie pour les militants locaux de se voir enfin réunis pour une lutte commune ! Aucune note discordante ne vint troubler l'assemblée et nous eûmes tous l'impression d'être sincèrement et fraternellement unis.

Unification incomplète

Mais pourquoi avoir été aussi vite ? Est-on sûr d'avoir bâti quelque chose de solide et de durable ? Car si le syndicat peut paraître solidement unifié, il ne l'est pas en réalité. Son règlement intérieur laisse subsister pendant une période indéterminée, le paiement de cotisations à diverses Centrales : à la Fédération Confédérée, à l'U.D. pour les confédérés ; à la Fédération Unitaire, à l'U.R. pour les unitaires ; à la Fédération des Mécaniciens et Chauffeurs pour les mécaniciens et chauffeurs, et enfin, les nouveaux adhérents cotiseront à l'Union P.L.M. unifiée seulement et n'auront pas de cartes confédérales. Cette forme d'organisation n'est, à mon humble avis, que celle du syndicat unique et on peut dire, sans crainte d'exagération, que les dirigeants des Unions P.L.M. n'ont su que créer une Union de syndicats uniques.

Dans ces conditions, quelles pourront être nos rapports avec la Fédération Confédérée, avec la C.G.T.? Quelle organisation sérieuse pourra accepter que des syndiqués non adhérents, ou adhérents à une autre Centrale, puissent participer à sa vie intérieure ? Si, par expérience, nous connaissons des organisations qui ne s'embarrassent pas pour si peu, nous ne pensons pas que la nôtre acceptera cette façon de voir. Peut-être sera-t-il possible de réunir séparément les adhérents confédérés ou unitaires afin de leur permettre de discuter à part leurs affaires fédérales et confédérales. Mais alors, indépendamment de la cessation de tout recrutement pour les organisations régulières, ce sera la constitution de fractions qui ne tarderont pas à redevenir adversaires ; c'est la lutte de tendance à nouveau acerbe, alimentée par la presse respective qui continuera d'apporter l'aliment quotidien de la discorde.

Vers l'unité ou vers l'autonomie ?

Je crois très sincèrement que cette façon d'interpréter les choses n'est pas faite pour unifier rapidement et solidement le mouvement syndical. C'est pourquoi je me suis décidé, très fermement, à ne pas prendre de responsabilités dans le nouveau bureau syndical. Je n'ai pas l'habitude de me dérober devant les responsabilités, mais malgré la pression amicale d'excellents camarades confédérés, je n'ai pas cru devoir, pour des raisons de stricte probité morale, m'associer à une œuvre qui, malgré son aspect accueillant, me laisse entrevoir de douloureux déboires.

Si l'on pouvait espérer que ces fusions locales fassent comprendre aux deux C.G.T. l'urgence du regroupement des forces ouvrières, j'applaudirais des deux mains. Mais, je crains qu'au contraire, elles n'entretiennent la suspicion dans l'esprit de nombreux camarades et ne les fassent se reserrer autour d'un clan qui, malheureusement, ne paraît pas désirer ardemment l'Unité.

Et puis, cette situation bâtarde ne peut durer éternellement, il faudra prendre des décisions claires. Et comme on a déclaré qu'il n'était pas question d'affaiblir un mouvement au profit d'un autre, qu'il n'était question de rentrée ni à la C.G.T. ni à la C.G.T.U., il ne reste qu'une porte de sortie, l'autonomie. Celle-ci ne m'apparaît d'ailleurs que comme la solution vraiment honnête et loyale. Là, je déclare nettement, jamais je ne consentirai à me séparer du mouvement confédéral qui, pour moi, est ma seule raison de militer.

M. MARCELOT,

des cheminots de Nevers.

Aux camarades de l'Enseignement

L'« Action syndicaliste »

*Le numéro un de la nouvelle année de l'*Action Syndicaliste*, organe des syndicalistes révolutionnaires de l'Enseignement, vient de paraître. Les camarades y trouveront des articles sur l'Unité syndicale, sur la répression dans l'enseignement et tout particulièrement sur l'affaire Thomas.*

L'Action Syndicaliste, *deux fois par trimestre, défend la cause de l'Unité syndicale, de l'indépendance stricte du syndicalisme et, comme la* Révolution Prolétarienne, *prend comme directive essentielle : «* Tout le pouvoir au syndicat ! »

Abonnements, 5 francs par an. S'adresser à J. Barrué, 39, *rue A.-Comte, à Talence (Gironde). C.C.* 43.746 *Bordeaux. Numéros spécimens gratuits sur demande.*

FAITS ET DOCUMENTS

Une morale pour révolutionnaires

Des intéressants « Propos d'un utopien » de Regis Messac (les Primaires nov 1934) détachons ce passage particulièrement marqué au coin du bon sens :

...Si le révolutionnaire occasionnellement avantagé par la société bourgeoise se remet au niveau du prolétaire, ce n'est pas pour faire acte d'humilité, pour se mortifier, mais pour contribuer à édifier un état de choses où le prolétaire et lui jouiront des avantages actuellement concédés aux seuls bourgeois. S'il n'avait pas en vue cette éventualité, s'il n'avait pas au moins l'espoir qu'elle peut se réaliser, son sacrifice serait un geste aussi absurde et aussi condamnable, aussi immoral que les mortifications chrétiennes.

Et c'est pourquoi, de plus, il a parfaitement le droit d'accepter, sans aucune arrière-pensée, toutes les satisfactions naturelles qui peuvent se rencontrer sur son chemin. La joie, la jouissance, toutes les jouissances sont légitimes — mais, tant que la révolution n'est pas faite, il faut être prêt à tout instant à les faire passer au second plan.

Celui qui ne saurait pas, ou ne voudrait pas faire ces sacrifices, qui ne voudrait ou ne pourrait se résigner à vivre comme un prolétaire, le prolétaire aurait le droit de s'en méfier. Et en fait, il s'en méfie.

Ici, je m'excuse de prendre un exemple précis, d'examiner un cas individuel. Dans les problèmes de ce genre, on a toujours mauvaise grâce à le faire. On s'expose toujours à s'entendre dire que les critiques que vous formulez sont dictées par l'envie. Néanmoins il vaut mieux s'exposer à ce reproche que de rester dans le vague. Il vaut mieux formuler publiquement, et à propos d'une discussion de principe, les reproches que l'on peut adresser à tel révolutionnaire, que de les laisser fermenter dans le secret des conversations privées où elles restent dépourvues de portée et de signification générale.

Prenons donc le cas du camarade Barbusse. Voilà un homme qui, au vu et au su de tout le monde, mène, ou menait encore récemment un train de vie qui doit exiger dans les 150 *ou* 200.000 *francs par an. Cela fait jaser. Eh bien, pour moi, je déclare que dans le fait lui-même, je ne vois rien de mal : Barbusse n'a pas promis de vivre comme un moine ; il n'a pas prononcé de vœux. Et il est malheureusement probable que quelques-uns de ceux qui le critiquent sont inconsciemment victimes de l'ambiance chrétienne qui nous enveloppe encore tous, même si nous n'avons jamais été au catéchisme. Ils le jugent encore, sans s'en rendre compte, d'après les standards de la morale chrétienne, c'est-à-dire ascétique.*

Il n'y a donc pas de mal, en soi, à ce que Barbusse prenne sa part des biens de ce monde, puisqu'il le peut. Mais, où je commence à voir du mal, c'est lorsque ce même Barbusse publie ou laisse publier dans son journal un appel aux prolétaires où il leur demande de rassembler leurs gros sous afin de trouver « soixante mille francs pour sauver « Monde *». Cela, cet appel, veux-je dire, ne me paraît plus conforme à la morale révolutionnaire. S'il est vrai qu'un périodique soit, puisse être une arme révolutionnaire — et c'est vrai — celui qui a entrepris de forger cette arme n'a le droit de faire appel aux sacrifices des camarades que lorsqu'il a lui-même donné l'exemple tout le premier. S'il ne faut vraiment que soixante mille francs pour sauver* Monde, *pourquoi le camarade* Barbusse *ne prélèverait-il pas ces soixante mille francs sur son train de maison, puisque celui-ci paraît assez élevé pour supporter ce prélèvement ? Ce n'est qu'après avoir fait ce sacrifice, et s'il s'avérait insuffisant — à ce moment-là, mais à ce moment-là seulement — que notre homme aurait le droit de battre le rappel des gros sous du prolétaire. S'il demande au prolétaire de donner ses gros sous*

alors que lui-même ne donne pas ses billets, il est évident qu'il se met dans une situation fausse, qu'il crée un malaise entre lui et son public. Et si le parti communiste, après cela, délivre quand même brevets d'orthodoxie sur brevets d'orthodoxie au camarade Barbusse, peut-être que cela n'augmente pas le prestige du parti communiste.

En tout cas, on admettra sans doute, d'une manière générale, que des considérations égoïstes de carrière et de fortune ne doivent jamais passer au premier plan dans la vie d'un vrai révolutionnaire. Nous rejoignons ici la règle du « refus de parvenir » si énergiquement formulée par Albert Thierry.

Les associations de chômeurs américains

Voici sur les associations de production des chômeurs américains quelques détails pris dans *Advance*, l'organe du Syndicat des Travailleurs de l'Habillement d'Amérique :

L'une des conséquences de la crise a été le développement de groupes d'aide mutuelle (1) parmi les chômeurs, qui sont parvenus à obtenir des résultats avec un minimum d'argent mais un maximum d'énergie et d'esprit de coopération.

Dans 17 états, ainsi qu'à Porto-Rico et aux îles de la Vierge, des chômeurs, membres de ligues de chômeurs, fabriquent actuellement un grand nombre d'objets qu'ils échangent entre eux. Ce mouvement s'est montré si efficace pour abaisser le coût des secours de chômage et satisfaire les chômeurs, que le Congrès a autorisé l'année dernière l'Administration fédérale des secours de chômage à donner des fonds pour aider ces organisations coopératives. Près d'un million de dollars ont été ainsi versés par le gouvernement depuis août 1933.

La plupart des objets fabriqués sont des marchandises de première nécessité. Ce sont des vêtements pour hommes, femmes et enfants, des chemises, chaussures, meubles, ustensiles de ménage tels que balais, verrerie, paillassons de bains, paniers. Mais les chômeurs se sont aperçus que c'était presque aussi triste d'être privé de « beauté » que de pain. En conséquence, ils ont en outre trouvé le temps de faire de la parfumerie ainsi que des ouvrages d'art à l'aiguille et en verre. Pour ces derniers, il y a une forte demande. C'est ainsi qu'une organisation put échanger avec une autre organisation les objets d'art qu'elle avait fabriqués contre 100 tonnes d'oranges.

La division du ministère de l'Intérieur chargée de l'établissement des « Subsistence Homesteads » (2) a été très intéressée par le travail de ces organisations, et espère établir de semblables coopératives de production dans les communautés de « subsistence-homesteads » nouvellement formées. Des arrangements ont été faits pour prêter aux membres de ces organisations qui le voudraient, des fonds pour acheter de la terre et construire leurs maisons. Ces prêts pourront être remboursés par le travail des emprunteurs, en travail de maçonnerie, de peinture, de laiterie, etc...

(1) Exactement : groupes « self-help », c'est-à-dire, mot à mot : groupes pour « s'aider soi-même ». (*Note du traducteur*).

(2) Nous ne voyons pas trop comment traduire cette expression ; il s'agit de fournir aux gens un petit domaine, d'où ils tireraient leur propre subsistance. (*Note du traducteur*).

Une photo qui n'a pas été prise au pays d'Hitler ou de Mussolini, mais dans l'Amérique de Roosevelt et de la N.R.A.



Lors de la récente grève générale du coton aux Etats-Unis, les grévistes, dans les Etats du sud, furent mis dans des camps de concentration. La photo ci-dessus, prise par des délégués du Syndicat de l'Habillement, représente un de ces camps dans l'Etat de Géorgie.

ENTRE NOUS

Nos comptes d'octobre

Ayant manqué la poste, nos comptes d'octobre et nos commentaires n'ont pu être publiés dans notre dernier numéro. Les voici :

Recettes du mois : *abonnements nouveaux*, 534,85 ; *réabonnements*, 4.364,90 ; *abonnements de soutien*, 271,95 ; *vente au numéro*, 288,98 ; *souscription*, 160,20. — *Total : 5.620 fr. 88.*

Dépenses du mois : *recouvrements*, 54 ; *impression* (3 *numéros*), 3.784,55 ; *correspondance et frais divers*, 596,50 ; *sur dettes*, 500 ; *frais généraux (loyer)*, 600. — *Total : 5.535 fr. 05.*

Détail de la souscription : *Pelletier (Paris)*, 10 ; *G. Nicolas (Paris)*, 5 ; *Burguet (Seine)*, 10. — *Total du 15 au* 31 *octobre : 25 fr.*

Abonnements de soutien : *Mouillaud (Loire)*, 50 ; *Sandillon (Paris)*, 125 *fr.*

Les abonnements nouveaux

Nous avons reçu en octobre 21 abonnements nouveaux, 7 de 3 mois, 5 de 6 mois et 9 d'un an, se répartissant comme suit : Paris, 2 ; Seine, 1 ; Seine-et-Oise, 2 ; Ain, 1 ; Basses-Alpes, 1 ; Creuse, 1 ; Doubs, 1 ; Indre, 1 ; Loire, 3 ; Nord, 2 ; Oise, 1 ; Rhône, 1 ; Seine-Inférieure, 1 ; Var, 2 ; Haute -Vienne, 1.

Au point de vue corporatif, nous avons pu noter au passage 9 membres de l'Enseignement, 3 cheminots, 2 bateliers, 1 employé de commerce, 1 chauffeur de taxi. La corporation de 5 nouveaux abonnés nous est demeurée inconnue.

Vingt et un abonnés nouveaux dans le mois, ce n'est pas un résultat qui puisse nous satisfaire, d'autant plus que nous avons opéré dans le même temps un nombre sensiblement égal de suppressions. A fin octobre, notre recensement approximatif donne le total, presque inchangé, de 1.233 abonnés.

L'effort de nos amis

Notons cependant avec plaisir la continuité de l'effort des instituteurs. Parmi les nouveaux abonnés, il en est un, de l'Indre, qui nous a adressé son abonnement avec la lettre que voici :

Vous m'avez envoyé il y a quelque temps quelques numéros de votre excellente *R. P.* Je les ai tous lus avec plaisir. Malheureusement, je ne suis qu'en 6e classe et, d'autre part, je suis sollicité en ce moment par beaucoup d'autres journaux.

Il a donc fallu que mon ancien instituteur, M. Thomas à Niherne, insiste pour que je vous envoie mon abonnement. Par le même courrier, je vous adresse un chèque de 40 francs.

Je suis tout à fait d'accord avec vous, et, de mon côté, je ferai mon possible pour trouver des abonnements, mais... votre revue est chère et les jeunes ne sont pas riches.

Merci à notre ami Thomas ! Une lettre comme celle-là montre que le grain semé finit toujours par lever, et nous imaginons que notre camarade en éprouvera d'autant plus de plaisir qu'elle arrive au moment précis où le gouvernement le frappe d'une sanction.

* * *

Un mot d'Auffret, des gaziers parisiens :

L'unité indispensable que tous réclament, je crois que nous ne sommes guère nombreux à la vouloir sincèrement. Raison de plus pour activer notre propagande.

Oui, mon cher Auffret, et il faut penser d'abord à ta corporation, et plus particulièrement à ton usine du Landy, où les abonnés ne sont pas bien nombreux, ni très actifs... Nous comptons sur toi pour cet effort. Que diable, il ne doit pas être impossible de faire à Saint-Denis quelques abonnés nouveaux !

Autre bonne lettre d'un nouvel abonné, secrétaire d'un syndicat d'employés dans un département du Centre :

J'ai bien reçu en leur temps les quatre numéros de la *R. P.* que vous avez eu l'amabilité de m'adresser. Je m'excuse de ne pas vous en avoir accusé réception plus tôt, mais je voulais, auparavant, en prendre connaissance d'une façon approfondie et, suivant les circonstances, m'abonner... ou n'en rien faire.

Je dois vous dire que le but que vous poursuivez me paraît être le seul avenir du syndicalisme et que vous détenez le juste milieu entre une C.G.T. trop réformiste et une C.G.T.U. trop révolutionnaire.

Si la C.G.T. est compromise dans l'esprit des masses par sa collaboration gouvernementale, la C.G.T.U. ne l'est pas moins par ses accointances avec le Parti communiste.

Un groupement unique dégagé de toutes ces compromissions pourrait soulever l'enthousiasme des prolétaires s'il adoptait un programme plus audacieux que celui des Etats généraux du travail.

Je serais heureux de pouvoir, dans mon *U.D.*, (qui me paraît acquise aux idées que vous défendez) faire de la propagande pour la *R. P.*

Je vous adresse sous ce pli un mandat de 13 fr. 50 qui vous permettra de me faire le service de la *R. P.* jusqu'à fin décembre. Je souscrirai à la fin de l'année un abonnement d'un an.

Voilà une excellente lettre ! Voilà qui nous dédommage de bien des déceptions ! Nul doute que nous ne progressions vite dans ce département où nous ne comptions jusqu'à ces derniers temps que deux abonnés.

Rappelons à ce propos que nous pouvons envoyer pendant quelque temps des exemplaires gratuits de propagande à ceux de nos abonnés désireux de faire lire la R. P. *autour d'eux, par des amis susceptibles de s'abonner. Il suffit de nous écrire...*

Rappelons aussi que nous assurons aux adresses de militants qui nous sont communiquées le service également gratuit de plusieurs numéros. Puis nous sollicitons par une lettre personnelle l'abonnement de ces « possibles ». Il importe donc de nous communiquer sans tarder toutes les adresses des camarades que l'on connaît comme pouvant s'intéresser à la R. P.

Si, dans chaque département, dans chaque centre ouvrier, nous pouvions compter sur un camarade qui prenne en main la tâche de faire lire la R. P., ET QUI S'EN OCCUPE RÉELLEMENT, *nous serions rapidement bien au-dessus de* 1.200 *abonnés.*

A partir de ce numéro...

A partir de ce numéro, la correspondance concernant la rédaction devra être adressée à Monatte, qui, avec l'aide de Charbit et de Chambelland, assurera, désormais, à Paris, la préparation des numéros, cependant que Louzon continuera à assurer, à Cannes, la mise en pages.

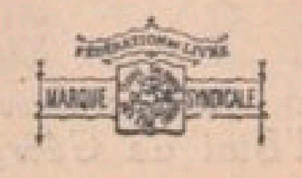
Nos amis voudront bien noter d'envoyer désormais leur copie à Pierre Monatte, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-10e.

Soyez réguliers !

Avec le mois de novembre prennent fin, comme chaque mois, un certain nombre d'abonnements. Les camarades intéressés en seront prévenus ces jours-ci par une lettre affranchie à 0 fr. 50 accompagnée d'un chèque postal. Nous leur demandons de ne pas attendre pour nous envoyer leur renouvellement car à tous ceux qui ne l'auront pas fait avant la fin du mois prochain, nous serons obligés de faire présenter une quittance par le facteur.

Epargnez-nous ce travail et cette dépense en renouvelant sans tarder ! Soyez réguliers !

Le gérant : M. CHAMBELLAND.



COOPÉRATIVE OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE ÆGITNA, 27, RUE DE CHATEAUDUN, 27 CANNES. — TÉLÉPHONE : 35-59. —

"L'Emancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes"

Vous ne connaissiez pas

"La Révolution Prolétarienne"

LISEZ LES NUMÉROS

de propagande que nous vous envoyons gratuitement

■

Nous sommes des syndicalistes révolutionnaires, et nous voulons la RENAISSANCE DU SYNDICALISME d'action et d'indépendance qui faisait, avant la guerre, la force de la C. G. T.

Nous voulons l'UNITE SYNDICALE, indispensable contre le fascisme menaçant.

NI PARLEMENTARISME, NI FASCISME

TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Tout le Pouvoir au Syndicat !

Si notre mouvement ne vous intéresse pas, écrivez-nous d'arrêter nos envois.

S'IL VOUS INTERESSE

Abonnez-vous sans tarder !

(Conditions d'abonnement en 2me page de la couverture)